

STATISTIQUES 2022-2023
XVI^e législature

(1^{er} octobre 2022 – 30 septembre 2023)

LISTE DES SIGLES, ABRÉVIATIONS ET SIGNES

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET	Commission des affaires étrangères.
CULT	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO	Commission des affaires économiques.
FIN	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC	Commission des affaires sociales.

GROUPES POLITIQUES

RE	Renaissance.
RN	Rassemblement National.
LFI - NUPES	La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale.
LR	Les Républicains.
Dem	Démocrate (MoDem et Indépendants).
SOC	Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES).
HOR	Horizons et apparentés.
Ecolo - NUPES	Écologiste - NUPES.
GDR - NUPES	Gauche démocrate et républicaine - NUPES.
LIOT	Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires.
NI	Députés non inscrits.

DIVERS

adt(s)	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « art. 49, al. 3 C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 C.).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37, al. 2 C.).
LD	Lecture définitive.
L.O.	Loi organique.
NL	Nouvelle lecture.
PA.	Procédure accélérée.
PAC	Projets ou propositions d'actes de l'Union européenne soumis au Parlement (application de l'art. 88-4 C.).
Pj. AN	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
QG	Questions au Gouvernement.
QOSD	Questions orales sans débat.
R	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE	Secrétariat d'État.

SIGNES

-	Néant.
//	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. Composition de l'Assemblée nationale	8
1.1. Répartition géographique des sièges	9
1.2. Effectifs des groupes.....	9
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale	11
1.3.1. <i>Remplacement de députés</i>	11
1.3.2. <i>Ministres reprenant leur mandat de député</i>	11
1.3.3. <i>Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales</i>	11
1.3.4. <i>Élections partielles.....</i>	11
1.3.5. <i>Sièges vacants au 30 septembre 2023</i>	11
1.4. Âge, profession et autres mandats des députés.....	12
1.4.1. <i>Répartition par tranche d'âge et par groupe.....</i>	12
1.4.2. <i>Moyenne d'âge par groupe</i>	13
1.4.3. <i>Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle</i>	14
1.4.4. <i>Nombre de mandats de député</i>	15
1.5. Contestations d'opérations électorales	16
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement.....	16
1.7. Immunités parlementaires	16
1.7.1. <i>Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté.....</i>	16
1.7.2. <i>Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite</i>	16
1.7.3. <i>Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C.....</i>	16
1.8. Incompatibilités parlementaires.....	16
2. Bilan d'activité.....	17
2.1. Congrès du Parlement.....	18

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale	18
2.2.1. <i>Sessions et séances publiques</i>	18
2.2.2. <i>Impressions parlementaires</i>	19
2.3. Commissions permanentes et spéciales.....	20
2.3.1. <i>Travaux des commissions</i>	20
2.3.2. <i>Répartition des rapporteurs par groupe</i>	23
2.3.3. <i>Auditions des commissions sur des nominations</i>	24
2.4. Commission des affaires européennes	24
2.4.1. <i>Travaux de la commission des affaires européennes</i>	24
2.4.2. <i>Textes soumis en application de l'art. 88-4 C.</i>	24
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques	25
2.6. Délégations et offices parlementaires.....	25
2.6.1. <i>Délégations de l'Assemblée nationale</i>	25
2.6.2. <i>Offices parlementaires</i>	25
2.6.3. <i>Activités parlementaires internationales</i>	25
2.7. Commissions d'enquête	25
3. Examen des textes	26
3.1. Projets et propositions de loi.....	27
3.1.1. <i>Textes en instance de lecture au 1^{er} octobre 2022</i>	27
3.1.2. <i>Textes déposés entre le 1^{er} octobre 2022 et le 30 septembre 2023</i>	27
3.1.3. <i>Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2023</i>	28
3.1.4. <i>Textes en instance de lecture au 30 septembre 2023</i>	29
3.1.5. <i>Récapitulatif des textes pris en compte</i>	29
3.1.6. <i>Délai entre le dépôt et l'adoption définitive d'un texte</i>	30
3.2. Propositions de résolution.....	31
4. Eléments de procédure.....	33
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour	34
4.1.1. <i>Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C.</i>	34

<i>4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C.</i>	35
<i>4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 1^{er} C.</i>	36
<i>4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C.</i>	37
<i>4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C.</i>	38
4.2. Procédures accélérées	39
4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.)	40
4.4. Procédures de législation en commission (art. 107-1 R.)	40
4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.)	40
<i>4.5.1. Temps global alloué</i>	40
<i>4.5.2. Part du temps utilisé par groupe</i>	41
4.6. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R.).....	41
4.7. Secondes délibérations.....	41
4.8. Commissions mixtes paritaires	42
<i>4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire</i>	42
<i>4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires</i>	42
<i>4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure</i>	44
<i>4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure</i>	44
4.9. Amendements	45
<i>4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique</i>	45
<i>4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance</i>	47
<i>4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session</i>	48
4.10. Votes bloqués.....	51
4.11. Scrutins publics.....	51
4.12. Incidents de séance	51
4.13. Décisions du Conseil constitutionnel	51
5. Déclarations et débats	52

6. Engagements de responsabilité et motions de censure.....	54
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement.....	55
6.2. Motions de censure.....	55
7. Questions	56
7.1. Questions orales.....	57
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement.....	57
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat.....	58
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle	59
7.2. Questions écrites.....	60
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses.....	60
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées.....	61
Annexes	63
Annexe I : <i>Modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	64
Annexe II : <i>Missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	66
Annexe III :	
<i>Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)</i>	68
<i>Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i>	69
<i>Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement</i>	70
Annexe IV : <i>Demandes de consultation des commissions sur des nominations</i>	71
Annexe V : <i>Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 C</i>	73
Annexe VI :	74
<i>Liste des commissions d'enquête (créées sur la période)</i>	74
<i>Travaux des commissions d'enquête</i>	75
Annexe VII :	76
<i>Projets de loi rejetés définitivement</i>	76
<i>Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées</i>	76
<i>Propositions de loi du Sénat rejetées</i>	76
Annexe VIII : <i>Liste chronologique des lois promulguées</i>	77
Annexe IX : <i>Textes examinés en application de l'article 48 C</i>	83
Annexe X : <i>Calendrier prévisionnel de la session ordinaire 2022-2023</i>	90

Annexe XI : <i>Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2022-2023</i>	91
Annexe XII : <i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée</i> ...	99
Annexe XIII : <i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure de législation en commission</i>	101
Annexe XIV : <i>Texte ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé</i>	102
Annexe XV : <i>Commissions mixtes paritaires</i>	103
Annexe XVI : <i>Liste chronologique des scrutins</i>	108
Annexe XVII : <i>Décisions du Conseil constitutionnel</i>	114
Annexe XVIII : <i>Déclarations et débats</i>	120
Annexe XIX : <i>Engagements de responsabilité et motions de censure (art. 49 C.)</i>	125
Annexe XX : <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	128
Annexe XXI : <i>Répartition des réponses aux questions orales et écrites</i>	129

1.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Répartition géographique des sièges

Départements métropolitains	539
Départements d'outre-mer	19
Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'art. 74 C.	8
Français établis hors de France	11
TOTAL	577

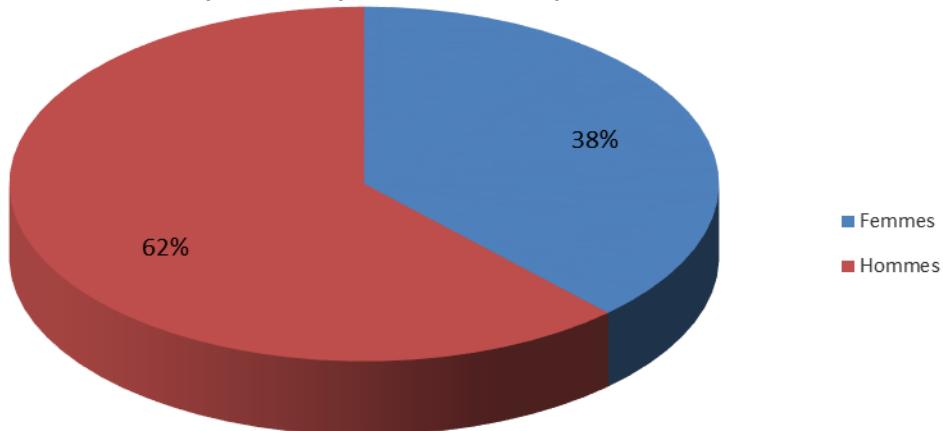
1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2022			Au 30 septembre 2023		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
Renaissance	166	4	170	162	8	170
Rassemblement National	88	1	89	88	-	88
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	75	-	75	74	1	75
Les Républicains	59	3	62	59	3	62
Démocrate (MoDem et Indépendants)	50	-	50	51	-	51
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	27	4	31	27	4	31
Horizons et apparentés	28	2	30	27	3	30
Écologistes - NUPES	23	-	23	23	-	23
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	22	-	22	22	-	22
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	20	-	20	21	-	21
Total des groupes	558	14	572	554	19	573
Députés non inscrits			4			4
Total des sièges pourvus			576⁽¹⁾			577⁽²⁾
Sièges vacants			1			-
Total des sièges			577			577

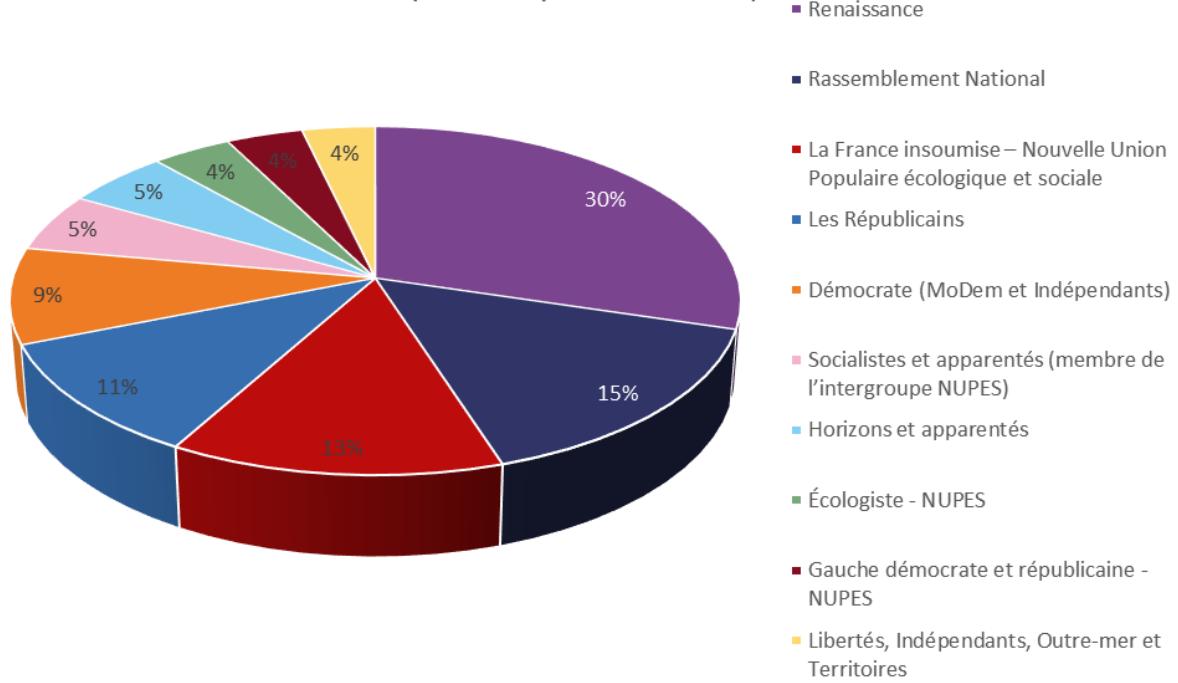
¹ Dont 217 femmes : 72 RE, 33 RN, 32 LFI – NUPES, 18 LR, 19 Dem, 11 SOC, 10 HOR, 13 Ecolo - NUPES, 4 GDR - NUPES, 3 LIOT, 2 non inscrites.

² Dont 219 femmes : 71 RE, 33 RN, 31 LFI – NUPES, 18 LR, 21 Dem, 11 SOC, 10 HOR, 13 Ecolo - NUPES, 5 GDR - NUPES, 4 LIOT, 2 non inscrites.

Répartition des députés par sexe (au 30 septembre 2023)



Répartition des députés par groupe politique (au 30 septembre 2023)



1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale⁽³⁾

1.3.1. Remplacement de députés

Après :

– décès	-
– démission pour cause d'incompatibilité	2
– nomination à des fonctions ministérielles	7
– nomination au Conseil constitutionnel	-
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	1

1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député 1

1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales -

1.3.4. Élections partielles -

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	7
– démission d'office	-
– démission volontaire	1
– autre (démission ou absence du suppléant)	-

1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2023 -

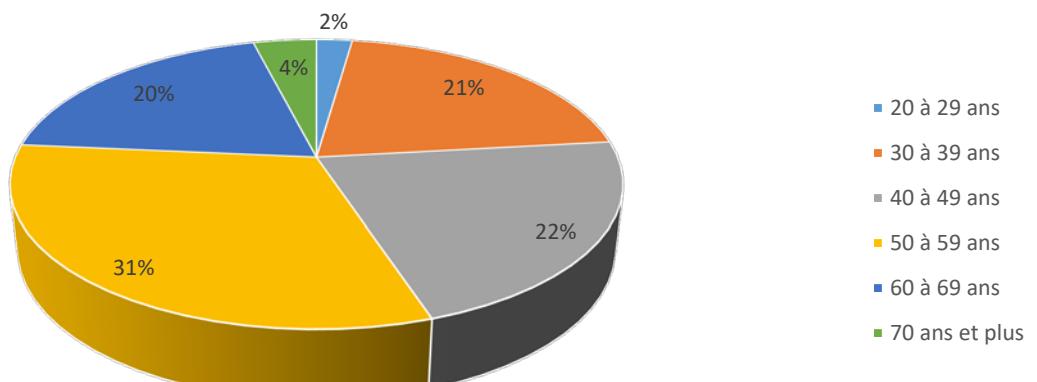
³ Voir annexe I.

1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe

Désignation	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
de 20 à 24 ans	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3
de 25 à 29 ans	2	3	-	1	1	1	-	-	-	2	-	10
de 30 à 34 ans	17	12	6	8	2	3	1	1	1	1	2	54
de 35 à 39 ans	20	15	11	6	4	3	1	4	2	1	-	67
de 40 à 44 ans	15	10	7	6	8	3	2	3	3	2	-	59
de 45 à 49 ans	23	7	7	4	7	5	3	5	1	3	1	66
de 50 à 54 ans	28	10	19	10	8	2	4	5	6	2	-	94
de 55 à 59 ans	28	13	8	8	8	4	10	1	5	3	-	88
de 60 à 64 ans	18	11	7	10	7	6	4	2	2	3	1	71
de 65 à 69 ans	12	3	9	3	5	3	3	1	1	2	-	42
70 ans et plus	6	3	-	6	1	1	2	1	1	2	-	23
Total	170	88	75	62	51	31	30	23	22	21	4	577

Répartition des députés par âge



1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

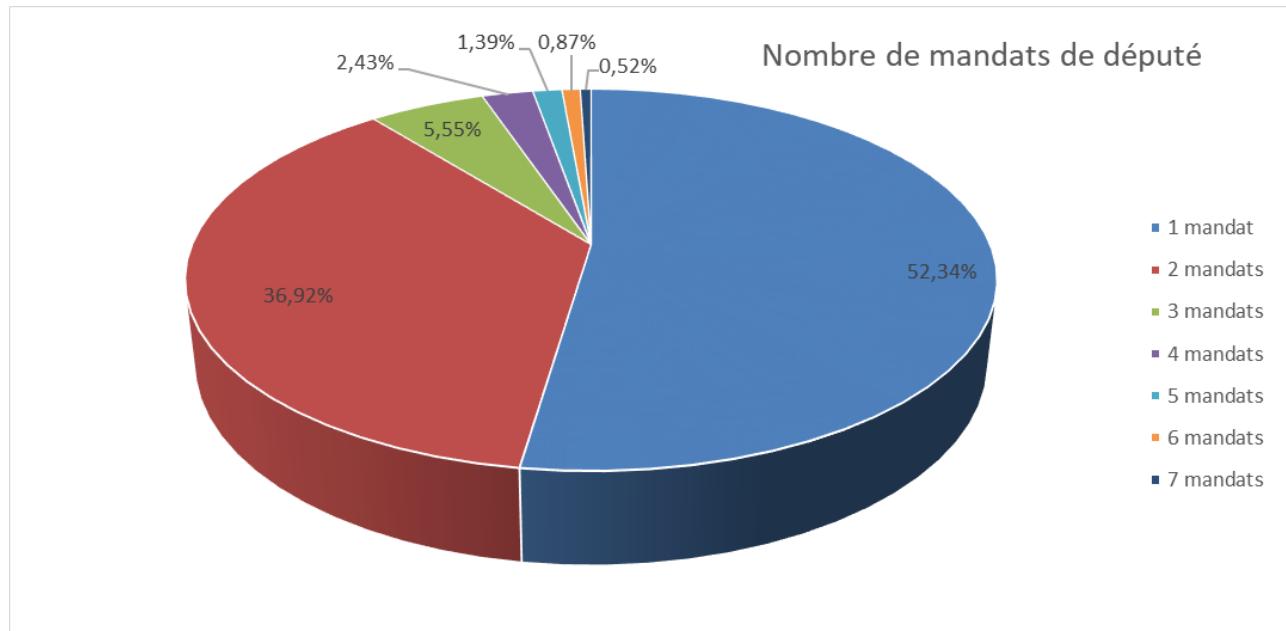
Groupes	Âge moyen
Renaissance	50 ans et 3 mois
Rassemblement National	47 ans et 7 mois
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	50 ans et 1 mois
Les Républicains	51 ans et 10 mois
Démocrate (MoDem et Indépendants)	51 ans et 9 mois
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	51 ans et 5 mois
Horizons et apparentés	55 ans et 7 mois
Écologiste - NUPES	49 ans et 3 mois
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	52 ans et 5 mois
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	52 ans et 5 mois
Moyenne générale	50 ans et 6 mois

1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle

Profession	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Agriculteurs exploitants	3	2	-	3	2	1	1	-	-	-	-	12
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	2	-	1	1	-	1	-	-	-	-	6
Anciens cadres et professions intermédiaires	7	1	2	2	1	1	1	1	1	3	-	20
Anciens employés et ouvriers	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Artisans	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Cadres d'entreprise	44	19	4	13	16	10	6	3	1	5	2	123
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	47	18	40	22	14	18	8	12	9	5	2	195
Chefs d'entreprise	13	2	1	2	2	-	1	-	-	1	-	22
Commerçants et assimilés	7	2	-	1	2	-	1	-	-	-	-	13
Contremaîtres, agents de maîtrise	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Employés administratifs d'entreprise	1	-	3	1	2	-	-	-	2	-	-	9
Employés de commerce	-	4	2	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Employés de la fonction publique	2	5	4	1	-	-	1	-	1	-	-	14
Inactifs divers (autres que retraités)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouvriers agricoles	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouvriers non qualifiés	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouvriers qualifiés	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Personnels des services directs aux particuliers	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	-	3	3	-	1	-	-	-	1	-	-	8
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	9	1	5	-	2	-	2	1	3	1	-	24
Professions libérales et assimilés	28	17	3	12	7	-	8	4	2	5	-	86
Techniciens	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2
Sans profession déclarée	7	5	3	3	1	1	-	2	1	1	-	24
Total	170	88	75	62	51	31	30	23	22	21	4	577

1.4.4. Nombre de mandats de député

Nombre de mandats de député	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
1 mandat	61	82	62	15	18	13	15	19	12	6	-	303
2 mandats	96	6	12	25	32	7	13	3	8	9	1	212
3 mandats	8	-	1	12	1	7	-	-	1	2	-	32
4 mandats	3	-	-	5	-	3	1	-	-	1	1	14
5 mandats	-	-	-	2	-	1	1	1	1	1	1	8
6 mandats	1	-	-	3	-	-	-	-	-	-	1	5
7 mandats	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	3
Total	170	88	75	62	51	31	30	23	22	21	4	577



1.5. Contestations d'opérations électorales ⁽⁴⁾

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Saisines au cours de la période	433	292
Requêtes :		
• devenues sans objet	-	-
• non-lieu à statuer	3	3
• rejetées	3	3
• suivies d'annulation	-	-
• inéligibilités	345	241
• non-lieu à prononcer l'inéligibilité	82	77

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽⁵⁾

Missions confiées au cours de la période	10
Missions en cours au 30 septembre 2023	4

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	-
--	---

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale	-
------------------------------------	---

1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C.

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	-
--------------------------------------	---

⁴ Voir annexe XVII.

⁵ Voir annexe II.

2.

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

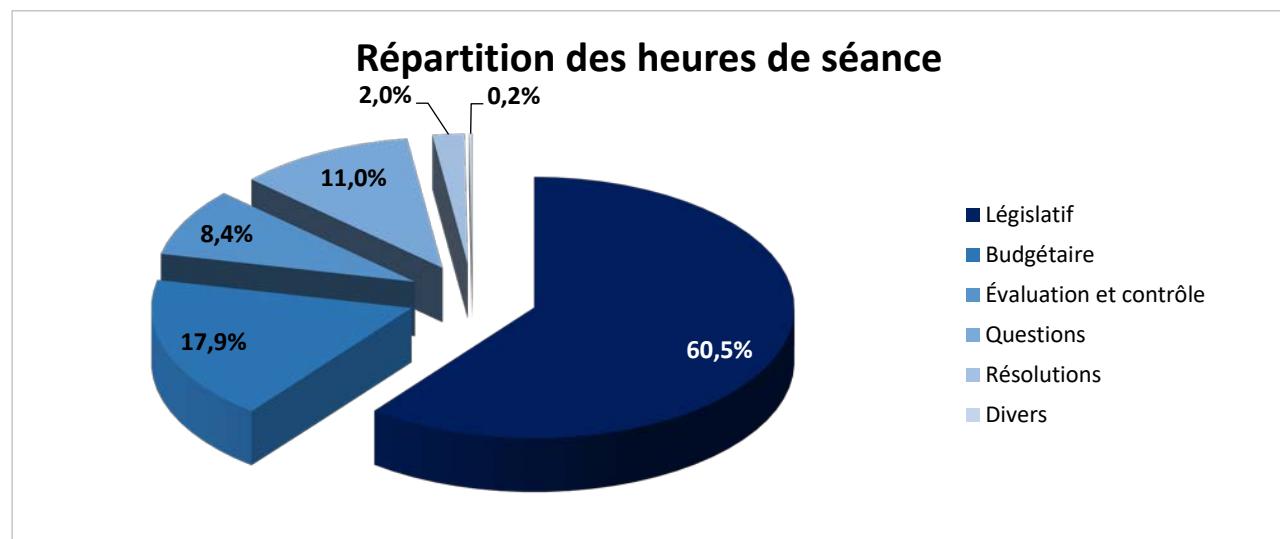
2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DES HEURES DE SÉANCE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle ⁽⁶⁾	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire du 1 ^{er} octobre 2022 au 30 juin 2023	134	293	1 057 h 55	591 h 40	217 h 00	99 h 00	123 h 55	24 h 00	2 h 20
Session extraordinaire du 3 au 21 juillet 2023	13	29	109 h 15	102 h 30	-	-	6 h 40	-	0 h 05
Session extraordinaire du 25 au 29 septembre 2023	5	12	44 h 25	39 h 10	-	3 h 00	2 h 15	-	-
TOTAL	152	334	1 211 h 35	733 h 20	217 h 00	102 h 00	132 h 50	24 h 00	2 h 25



⁶ Dont déclarations, motions de censure et débats.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	126	5 351	13	2 640	139	7 991
Propositions de loi	964	11 380	1	8	965	11 388
Propositions de résolution	185	2 010	0	0	185	2 010
Rapports législatifs ⁽⁷⁾	175	20 850	61	6 982	236	27 832
Avis	2	192	61	5 106	63	5 298
Rapports d'information ⁽⁸⁾	103	9 522	0	0	103	9 522
Autres rapports ⁽⁹⁾	19	5 192	0	0	19	5 192
Totaux	1 574	54 497	136	14 736	1 710	69 233

⁷ Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

⁸ Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

⁹ Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités et les délégations auprès des assemblées parlementaires internationales.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions⁽¹⁰⁾

- Réunions

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Nombre	72	86	75	113	97	88	118	76	17	742
Durée	147 h 30	160 h 40	147 h 50	239 h 40	196 h 40	189 h 05	270 h 05	179 h 05	52 h 50	1 583 h 25
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>19 h 30</i>	<i>11 h 00</i>	<i>13 h 10</i>	<i>10 h 55</i>	<i>32 h 30</i>	<i>22 h 55</i>	<i>75 h 30</i>	<i>13 h 20</i>	-	<i>198 h 50</i>
Personnes auditionnées										
Membres du Gouvernement	16	7	14	8	6	7	12	11	1	82
Autres personnalités	60	43	56	49	159	31	73	15	-	486
Total des auditions	76	50	70	57	165	38	85	26	1	568

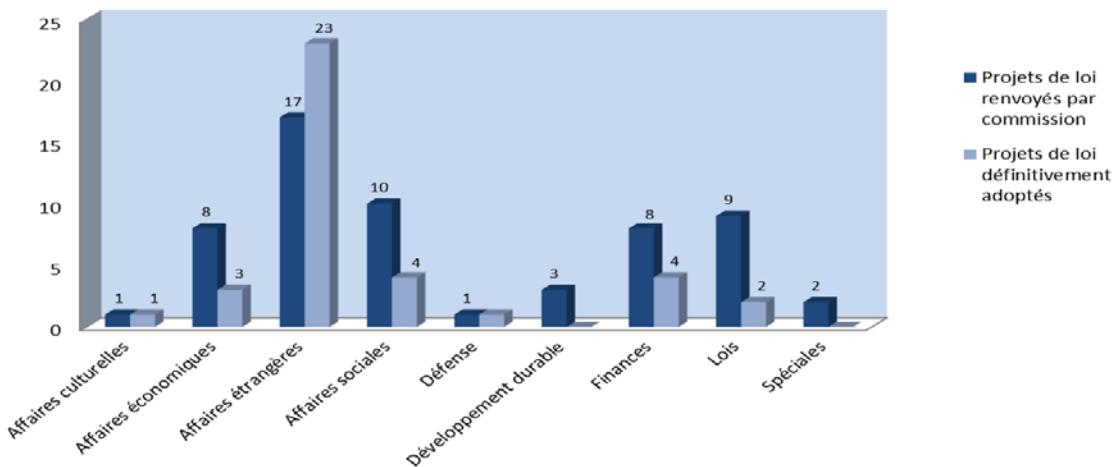
- Examen des textes

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	1	8	17	10	1	3	8	9	2	59
Propositions de loi	66	106	2	193	12	56	72	269	-	776
Propositions de résolution ⁽¹¹⁾	6	8	2	7	-	4	-	14	-	41
<i>dont résolutions européennes</i>	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2
Total des textes renvoyés	73	122	21	210	13	63	80	292	2	876
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	1	3	23	4	1	-	4	2	-	38
Propositions de loi	3	7	-	10	-	2	-	7	-	29
Propositions de résolution ⁽⁶⁾	1	2	1	-	-	-	-	2	-	6
<i>dont résolutions européennes</i>	1	1	1	-	-	-	-	1	-	4
Total des textes adoptés définitivement	5	12	24	14	1	2	4	11	-	73

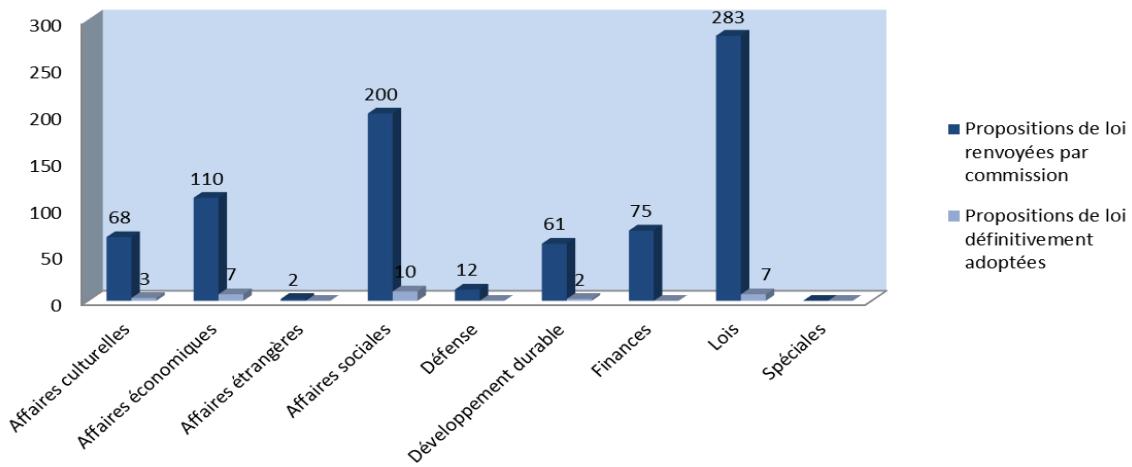
¹⁰ Pour les travaux de la MECSS, les missions d'information communes et les missions d'information créées par la Conférence des présidents, voir annexe III.

¹¹ Hors propositions de résolution déposées en application de l'art. 34-1 C.

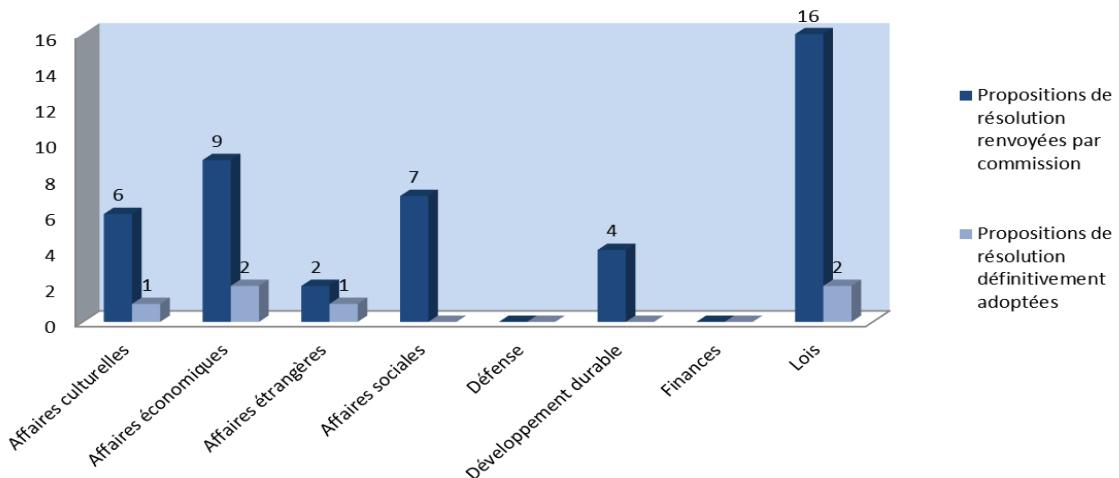
Projets de loi par commission



Propositions de loi par commission



Propositions de résolution par commission



- Rapports et avis

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	1	3	20	6	1	-	7	4	2	44
sur des propositions de loi	5	12	-	20	-	11	5	29	-	82
sur des propositions de résolution	2	2	-	-	-	2	-	5	-	11
<i>dont résolutions européennes</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1</i>
Total des rapports déposés en 1^{ère} lecture	8	17	20	26	1	13	12	38	2	137
<i>dont rapports conjoints</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
En lectures suivantes :										
sur des projets de loi	-	-	-	1	-	-	3	-	-	4
sur des propositions de loi	-	2	-	3	-	1	1	1	-	8
Total des rapports déposés en lectures suivantes	-	2	-	4	-	1	4	1	-	12
Total des rapports toutes lectures	8	19	22	30	1	14	16	39	2	149
Annexes au rapport général	-	-	-	-	-	-	48	-	-	48
Avis										
sur le PLF de l'année	1	1	1	1	1	1	-	1	-	7
sur d'autres PLF et PLFSS	-	-	-	-	1	-	2	-	-	3
sur des projets de loi	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont résolutions européennes</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Total	1	1	1	1	2	1	3	1	-	11
Rapports d'information	4	13	10	2	7	6	30	4	-	81
<i>dont rapports d'application (art. 145-7 R.)</i>	<i>1</i>	<i>9</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>5</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>17</i>
<i>dont rapports d'information budgétaire (art. 146 R.)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>26</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>26</i>

2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe

2.3.2.1. Textes non budgétaires⁽¹²⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Commissions saisies au fond (toutes lectures)												
- projets de loi	26	2	1	2	2	4	4	3	1	1	-	46
- propositions de loi	33	7	10	4	4	8	9	6	5	7	-	93
- propositions de résolution (hors européenne)	6	-	1	-	-	2	1	-	-	-	-	10
- propositions de résolution européenne	2	-	-	1	3	-	1	-	-	-	-	7
Total	67	9	12	7	9	14	15	9	6	8	-	156
Commissions saisies pour avis (toutes lectures)												
- projets de loi	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution (hors européenne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution européenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Commission des finances												
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
- rapporteur général (lectures suivantes)	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
- rapporteurs spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commission des affaires sociales												
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
- rapporteur général (lectures suivantes)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Autres commissions (avis)												
- sur la loi de finances annuelle	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- sur les autres lois de finances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur la loi de financement de la sécurité sociale (finances)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- sur les autres lois de financement de la sécurité sociale (finances)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

¹² Hors projets de loi de finances et projets de loi de financement de la sécurité sociale.

2.3.2.3. Rapports d'information⁽¹³⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Rapports d'information des commissions permanentes	33	10	10	6	13	3	4	1	-	1	-	81
<i>dont rapports d'information budgétaires</i>	8	4	3	3	2	2	2	1	-	1	-	26
<i>dont rapports d'application</i>	5	2	2	-	4	1	1	-	-	-	-	15

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations⁽¹⁴⁾

22

2.4. Commission des affaires européennes

2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Rapports et textes			
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des art. 88-4 C. et 88-6 C.	Propositions de résolution déposées	
39	51 h 20	8	36	15	1 109	5 PPRE déposées à titre individuel 2 PPRE en conclusion d'un rapport Total : 7 PPRE	

2.4.2. Textes soumis en application de l'art. 88-4 C.⁽¹⁵⁾

Textes déposés durant la période 1 000

Textes examinés durant la période 991

¹³ Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information communes à plusieurs commissions, aux missions d'information créées en application de l'art. 145, al. 4 R., à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale.

¹⁴ Voir annexe IV.

¹⁵ Voir annexe V.

2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Réunions		Auditions		Rapports déposés
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
5	4 h 40	-	1	3

2.6. Délégations et offices parlementaires

2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation	25	41 h 00	5	26	4
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	17	25 h 15	6	28	5
Délégation aux outre-mer	10	16 h 20	1	23	2
Délégation aux droits des enfants ⁽¹⁶⁾	19	28 h 10	6	23	4

2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	28	67 h 10	1	103	18

2.6.3. Activités parlementaires internationales

	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	Assemblée parlementaire de l'OSCE	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de la francophonie	Union interparlementaire
Rapports déposés	3	-	-	2	-

2.7. Commissions d'enquête

- Commissions constituées durant la période⁽¹⁷⁾ 9
- Rapports déposés durant la période 5

¹⁶Crée par décision de la Conférence des présidents du 13 septembre 2022.

¹⁷Voir annexe VI.

3.

EXAMEN DES TEXTES

3. Examen des textes

3.1. Projets et propositions de loi

3.1.1. Textes en instance de lecture au 1^{er} octobre 2022

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat ⁽¹⁸⁾	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	12	3	15
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	12	3	15
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	- ⁽¹⁹⁾	104	104
en instance de lectures suivantes	4	-	4
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	4	104	108

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	2	-	2
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	2	-	2
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	-	-	-
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	-	-	-

3.1.2. Textes déposés entre le 1^{er} octobre 2022 et le 30 septembre 2023

Textes déposés à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi déposés :			
en première lecture	38	21	59
en lectures suivantes	9	-	9
retraits	-	-	-
Nombre total de projets de loi déposés	47	21	68
Propositions de loi déposées :			
en première lecture	772	39	811
en lectures suivantes	20	1	21
retraits	30	-	30
Nombre total de propositions de loi déposées	762	40	802 ⁽²⁰⁾

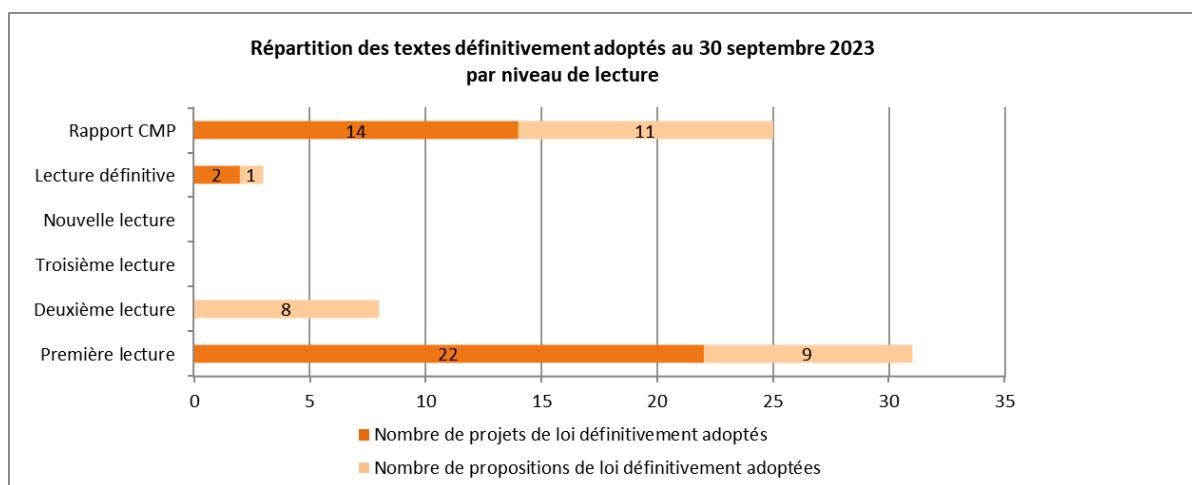
¹⁸ Il s'agit uniquement des textes de loi déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

¹⁹ Les propositions de loi déposées par un ou plusieurs députés qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour en 1^{re} lecture à l'Assemblée nationale ne sont pas prises en compte.

²⁰ Dont 26 propositions de loi constitutionnelle et 13 propositions de loi organique.

3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2023

PROJETS	Déposés à l'AN	Lieu d'adoption définitive	Niveau de lecture de l'adoption définitive du texte						Total
			Première lecture	Deuxième lecture	Troisième lecture	Nouvelle lecture	Lecture définitive	Rapport CMP	
Nombre de projets de loi définitivement adoptés	Assemblée nationale	Assemblée nationale		-	-	-	2	1	3
		Sénat	12	-	-	-		5	17
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	10	-	-	-		4	14
		Sénat		-	-	-		4	4
			22	-	-	-	2	14	38 ⁽²¹⁾
Nombre de propositions de loi définitivement adoptées	Assemblée nationale	Assemblée nationale		3	-	-	1	3	7
		Sénat	3	2	-	-		5	10
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	6	1	-	-			7
		Sénat		2	-	-		3	5
			9	8	-	-	1	11	29 ⁽²²⁾



²¹ Sur la session 2022-2023, 3 projets de loi ont été définitivement rejetés (voir annexe VII).

²² Sur la session 2022-2023, 10 propositions de loi ont été rejetées.

3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2023

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	27	3	30
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	27	3	30
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	- ⁽²³⁾	132	132
en instance de lectures suivantes	8	-	8
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	8	132	140

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	5	-	5
en instance de lectures suivantes	1	3	4
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	6	3	9
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	14	-	14
en instance de lectures suivantes	1	-	1
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	15	-	15

3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte

	Textes en instance à l'AN au 1 ^{er} octobre 2022 + Textes déposés à l'AN sur la période	Textes définitivement adoptés	Lois promulguées ⁽²⁴⁾
Projets de loi	83	38	38 ⁽²⁵⁾
Propositions de loi	910	29	29
TOTAL	993	67	67 ⁽²⁶⁾

²³ Les propositions de loi déposées par un ou plusieurs députés qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour en 1^{ère} lecture à l'Assemblée nationale ne sont pas prises en compte.

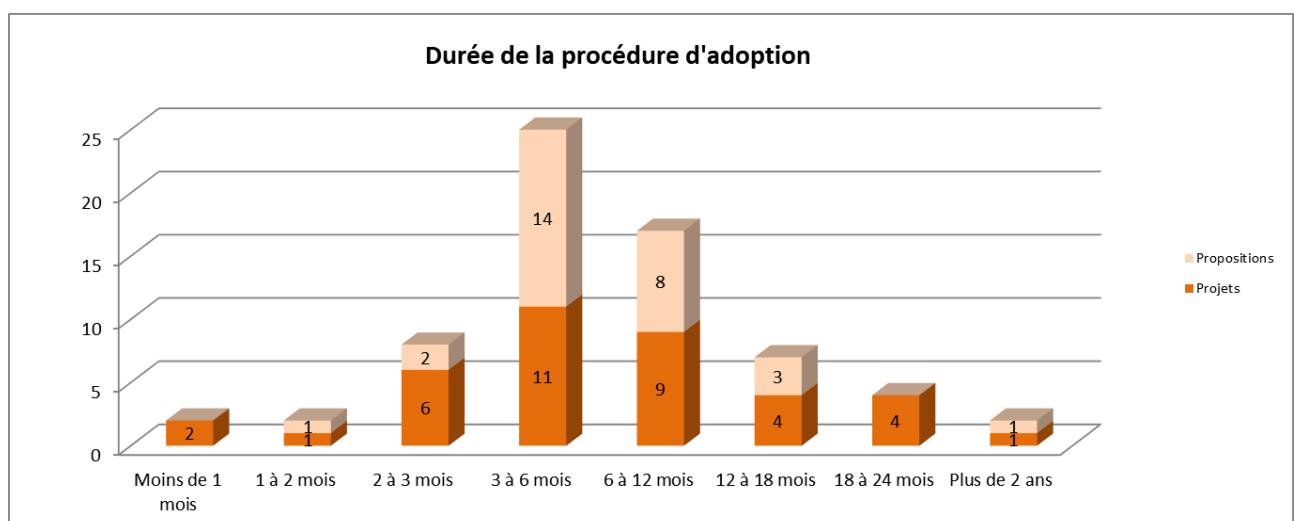
²⁴ Voir annexe VIII.

²⁵ Dont 23 projets de loi autorisant l'approbation de traité ou de convention.

²⁶ Sont prises en compte les lois adoptées sous la précédente session mais dont la promulgation est intervenue au cours de la session 2022-2023.

3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive d'un texte

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Total
PROJETS	Déposés à l'AN	1	1	3	6	5	2	1	1	20
	Déposés au Sénat	1	-	3	5	4	2	3	-	18
Durée de la procédure d'adoption des projets de loi		2	1	-	11	9	4	4	1	38
PROPOSITIONS	Déposées à l'AN	-	1	-	11	3	2	-	-	17
	Déposées au Sénat	-	-	2	3	5	1	-	1	12
Durée de la procédure d'adoption des propositions de loi		-	1	2	14	8	3	-	1	29



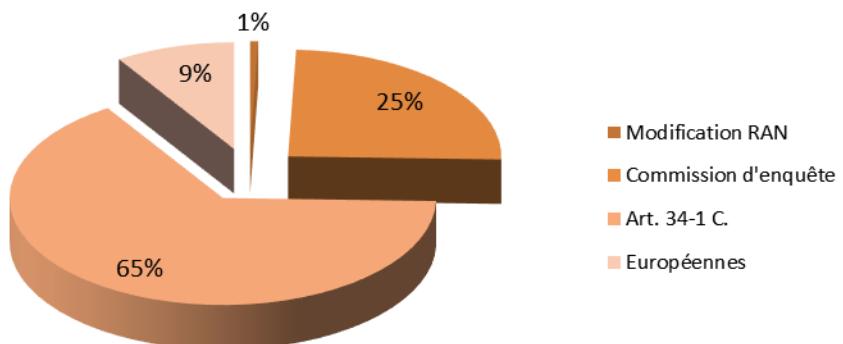
		Durée moyenne
PROJETS	Déposés à l'Assemblée nationale	214 jours
	Déposés au Sénat	234 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'un projet de loi		224 jours
PROPOSITIONS	Déposées à l'Assemblée nationale	174 jours
	Déposées au Sénat	251 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'une proposition de loi		206 jours

3.2. Propositions de résolution

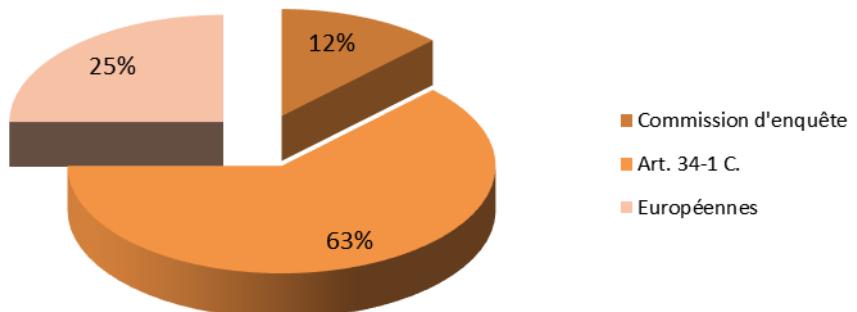
	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Modification du Règlement de l'Assemblée nationale												
déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1		1
retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
Création de commission d'enquête												
déposées	1	4	21	5	1	3	-	3	2	1	-	41
retirées	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1		3
adoptées	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-		2
Art. 34-1 C.												
déposées	18	13	7	43	2	3	-	3	5	13	1	108
retirées	5	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	9
rejetées	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	2
adoptées	8	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	10
Résolutions européennes												
déposées	4 ⁽²⁷⁾	2 ⁽²⁷⁾	-	4	2	-	1	2 ⁽²⁷⁾	2	-	-	17
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
- par un autre député	2	1	-	4	2	-	1	1	2	-	-	13
retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
considérées comme adoptées	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	3
adoptées	1 ⁽²⁷⁾	1 ⁽²⁷⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Suspensions de détention ou de poursuites												
déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mises en accusation devant la Haute Cour (art. 68)												
déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

²⁷ Dont 1 commune aux groupes Renaissance et Rassemblement National et 1 commune aux groupes Renaissance et Écologiste - NUPES.

Types de résolutions déposées



Types de résolutions adoptées



4.

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

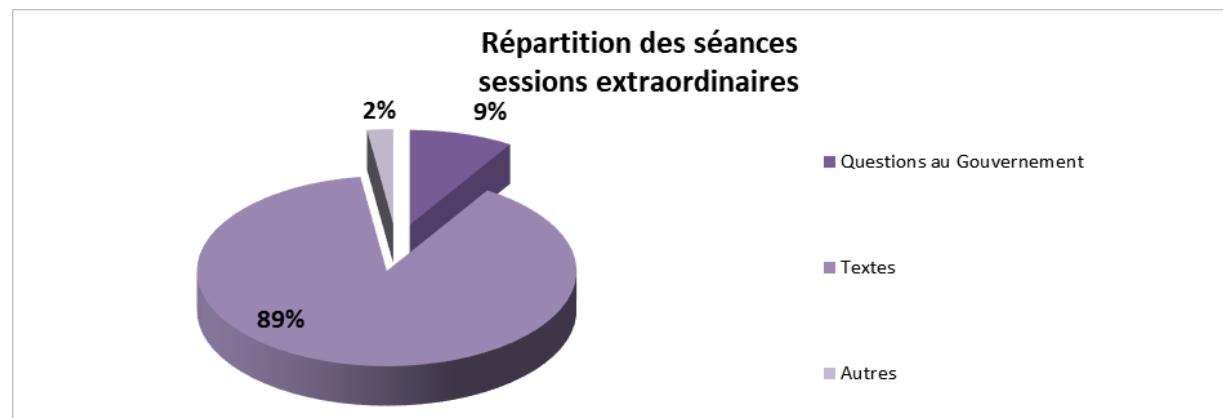
4. Eléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C. ⁽²⁸⁾

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
41	153 h 40

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	-
Questions	4
<i>Questions au Gouvernement</i>	4
<i>Questions orales sans débat</i>	-
<i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	-
Examen des textes	40
Autres ⁽²⁹⁾	1



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	14
• <i>Dont conventions</i>	4
Nombre de propositions de loi	4
Nombre de propositions de résolution	-
TOTAL Textes examinés	18

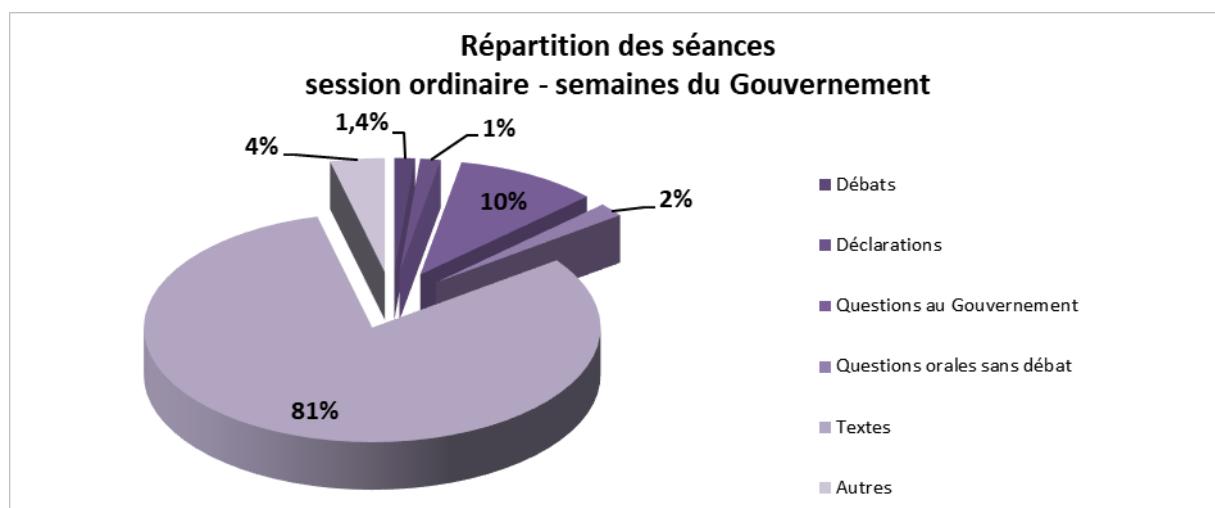
²⁸ Voir annexe IX.

²⁹ Discussion et vote sur une motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C. ⁽³⁰⁾

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
180 ⁽³¹⁾	665 h 20 ⁽³²⁾

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	2 ⁽³³⁾
Déclarations	3 ⁽³⁴⁾
Questions	25
<i>Questions au Gouvernement</i>	21
<i>Questions orales sans débat</i>	4
<i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	-
Examen des textes	168
Autres	9 ⁽³⁵⁾



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	41
• <i>Dont conventions</i>	17
Nombre de propositions de loi	17
Nombre de propositions de résolution	-
TOTAL Textes examinés	58

³⁰ Y compris semaines réservées à l'examen des PLF et PLFSS. Voir le calendrier de la session ordinaire 2022-2023 (annexe X).

³¹ Dont 68 séances d'examen budgétaire (PLF, PLFSS, PLFR, PLFRSS, PLR, motions de censure et votes solennels associés).

³² Dont 229 h 15 d'examen budgétaire.

³³ Débat sur la trajectoire, les conditions de financement et la soutenabilité de la dette publique (article 48 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances) et débat sur la situation des finances publiques locales (article 52 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances).

³⁴ Déclaration du Gouvernement relative à la guerre en Ukraine et aux conséquences pour la France, déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France et déclaration du Gouvernement relative à la politique de l'immigration (déclarations suivies d'un débat en application de l'article 50-1 de la Constitution).

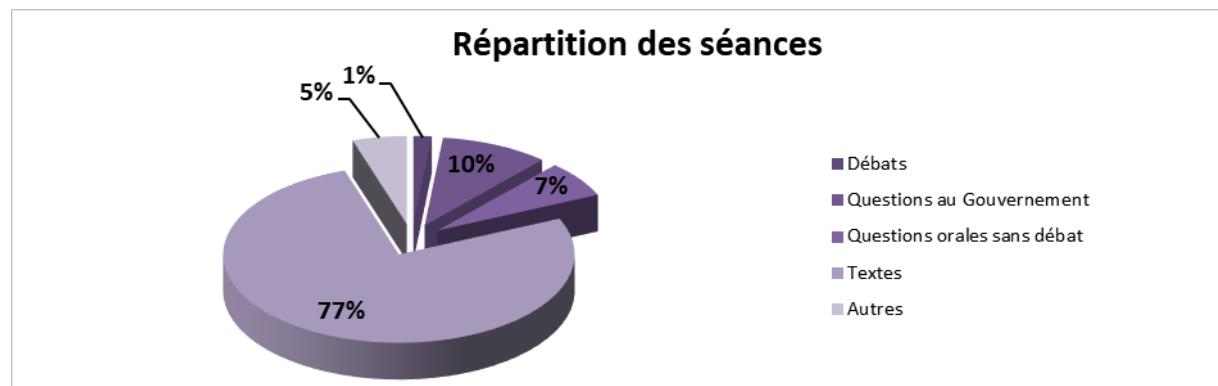
³⁵ Hommages, deux censures avec exclusion temporaire d'un député, débat sur la constitution d'une commission spéciale, présentation du rapport annuel de la Cour des comptes par son Premier président, prestation de serment d'un juge à la Cour de justice de la République et allocution de M. Rouslan Stefantchouk, président de la Rada d'Ukraine.

4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 1^{er} C. ⁽³⁶⁾⁽³⁷⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
50	175 h 25

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	1 ⁽³⁸⁾
Déclarations	-
Questions	10
• <i>Questions au Gouvernement</i>	6
• <i>Questions orales sans débat</i>	4
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	-
Examen des textes	46
Autres	3 ⁽³⁹⁾



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	
• <i>Dont conventions</i>	-
Nombre de propositions de loi	29
Nombre de propositions de résolution	11
TOTAL Textes examinés	41

³⁶ Voir annexe IX.

³⁷ Voir annexe X.

³⁸ Débat d'orientation et de programmation des finances publiques.

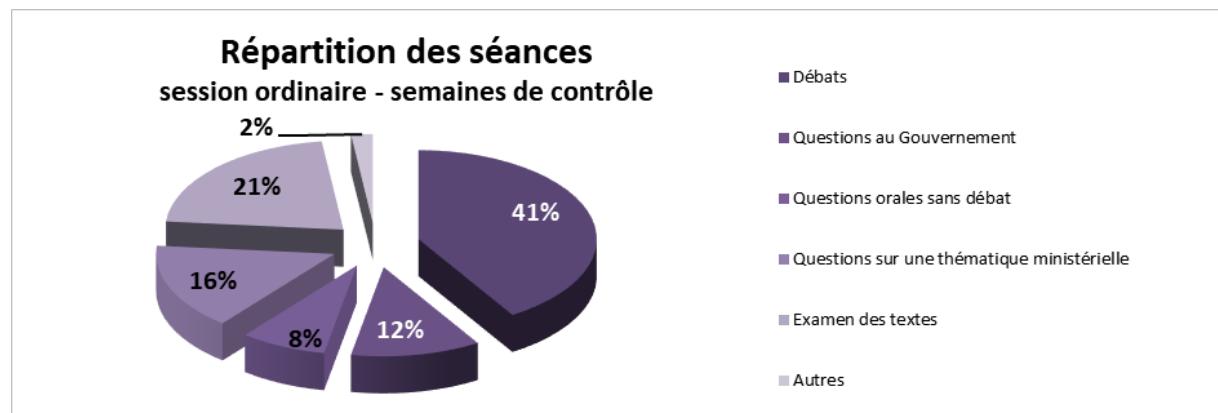
³⁹ Discussions et votes sur deux motions de censure déposées en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Discussion et vote sur une motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C. ⁽⁴⁰⁾⁽⁴¹⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
35	113 h 05

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	21 ⁽⁴²⁾
Déclarations	-
Questions	18
• <i>Questions au Gouvernement</i>	6
• <i>Questions orales sans débat</i>	4
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	8 ⁽⁴³⁾
Examen des textes	11
Autres	1 ⁽⁴⁴⁾



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi		6
• <i>Dont conventions</i>		-
Nombre de propositions de loi		-
Nombre de propositions de résolution		2
TOTAL Textes examinés		8

⁴⁰ Voir annexe IX.

⁴¹ Voir annexe X.

⁴² Voir annexe XVIII.

⁴³ Voir annexe XX.

⁴⁴ Vote sur une motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

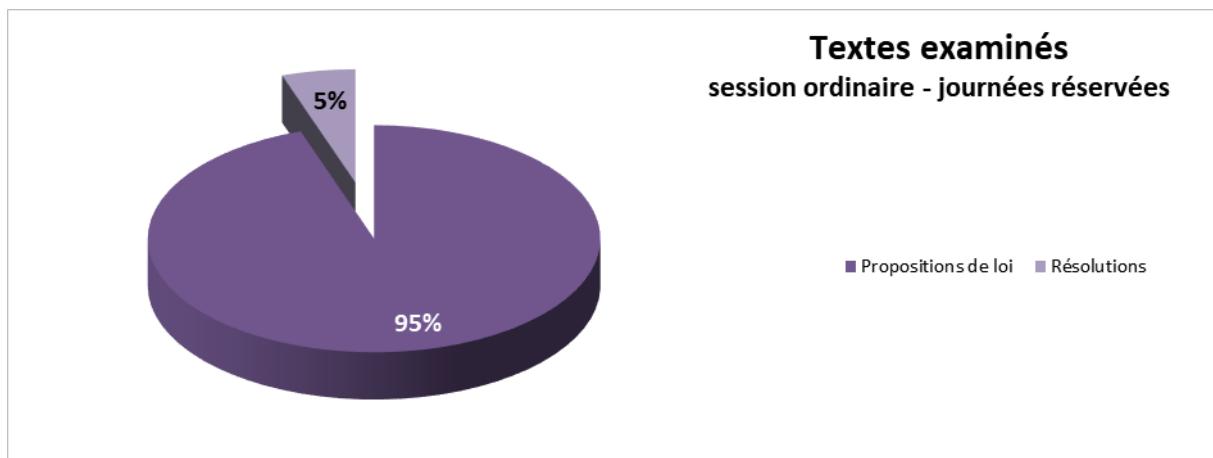
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l’initiative d’un groupe d’opposition ou minoritaire en application de l’art. 48, al. 5 C.
 (45) (46)

Nombre de séances	Nombre d’heures de séance
28	104 h 05

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	-
Questions	-
• <i>Questions au Gouvernement</i>	-
• <i>Questions orales sans débat</i>	-
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	-
Examen des textes	28
Autres	-

TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	-
• <i>Dont conventions</i>	-
Nombre de propositions de loi	36
Nombre de propositions de résolution	2
TOTAL Textes examinés	38



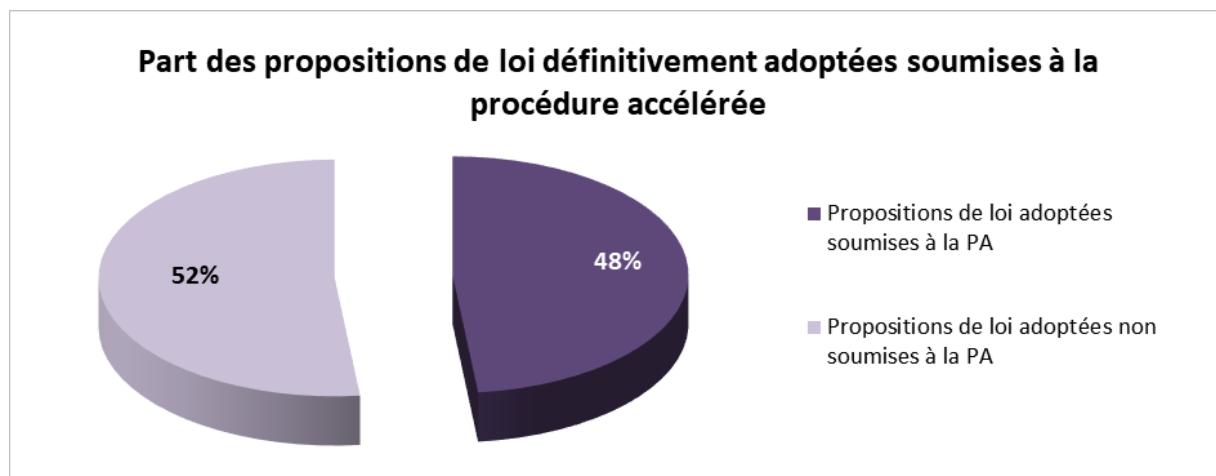
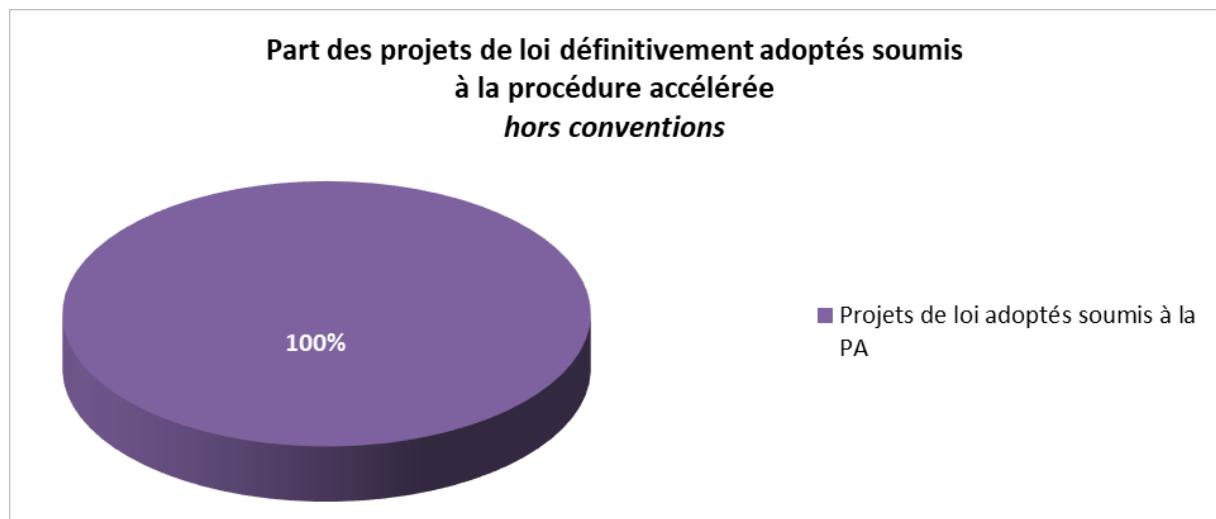
⁴⁵ Voir annexe IX.

⁴⁶ Voir annexe X.

4.2. Procédures accélérées

Engagées sur projets de loi	35
• <i>Dont conventions</i>	14
Engagées sur propositions de loi	28
TOTAL ⁽⁴⁷⁾	63

Projets de loi définitivement adoptés au cours de la session ayant été soumis à la procédure accélérée ⁽⁴⁸⁾	30
<i>Dont conventions</i>	15
Propositions de loi définitivement adoptées au cours de la session ayant été soumises à la procédure accélérée	14
Pourcentage des textes définitivement adoptés soumis à la procédure accélérée hors conventions	66 % ⁽⁴⁹⁾



⁴⁷ Voir annexe XI.

⁴⁸ Dont 4 textes budgétaires et 1 texte déposé sous la législature précédente.

⁴⁹ 66 % des textes définitivement adoptés ont été soumis à la procédure accélérée en tenant compte des conventions.

4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.)⁽⁵⁰⁾

Textes ayant fait l'objet d'une demande	31
Oppositions	17
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure ⁽⁵¹⁾⁽⁵²⁾	14

4.4. Procédures de législation en commission (art. 107-1 R.)⁽⁵³⁾

Textes ayant fait l'objet d'une demande	14 ⁽⁵⁴⁾
Oppositions	5
Étendue de la demande	Partielle
	-
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure ⁽⁵⁵⁾⁽⁵⁶⁾	7

4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.)⁽⁵⁷⁾

4.5.1. Temps global alloué

Projets de loi pour lesquels la Conférence des présidents a fixé une durée maximale d'examen	1 ⁽⁵⁸⁾
Temps maximal alloué	30 h

Groupes	Répartition
Renaissance	14,95 %
Rassemblement National	12,77 %
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	11,68 %
Les Républicains	10,87 %
Démocrate (MoDem et Indépendants)	7,88 %
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)	8,70 %
Horizons et apparentés	6,79 %
Écologiste - Nupes	8,15 %
Gauche démocrate et républicaine - Nupes	8,15 %
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	7,88 %
Non inscrits	2,18 %

⁵⁰ Voir annexe XII.

⁵¹ Il s'agit d'adoptions simples et non pas définitives.

⁵² Projets et propositions.

⁵³ Voir annexe XIII.

⁵⁴ Un texte a été retiré avant son passage en séance publique et un texte, qui n'a pas été adopté par la commission saisie au fond, a été examiné, en séance publique, dans les conditions de droit commun.

⁵⁵ Il s'agit d'adoptions simples et non pas définitives.

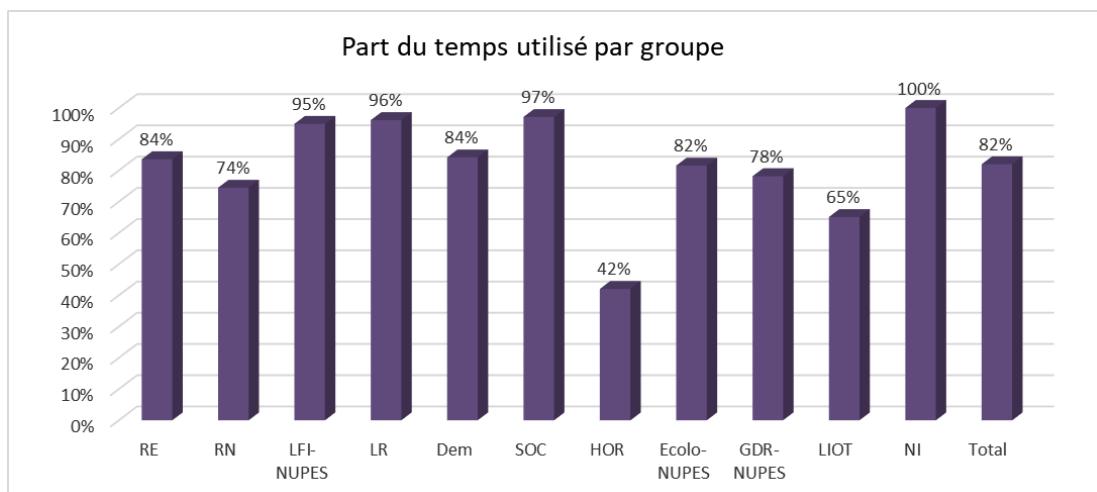
⁵⁶ Projets et propositions.

⁵⁷ Voir annexe XIV.

⁵⁸ Voir annexe XIII.

4.5.2. Part du temps utilisé par groupe⁽⁵⁹⁾

Groupes	Temps de parole utilisé
Renaissance	84 %
Rassemblement National	74 %
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	95 %
Les Républicains	96 %
Démocrate (MoDem et Indépendants)	84 %
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)	97 %
Horizons et apparentés	42 %
Écologiste - Nupes	82 %
Gauche démocrate et républicaine - Nupes	78 %
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	65 %
Non inscrits	100 %
Moyenne du temps utilisé par les groupes	82 %



4.6. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R.)

	Examinées en séance		Adoptées
	Mises aux voix	Dont par scrutin public	
Rejet préalable	28 ⁽⁶⁰⁾	28	-
Motion référendaire	1	1	-
Demande d'ajournement	-	-	-

4.7. Secondes délibérations

Demandes :	
<ul style="list-style-type: none"> • du Gouvernement • d'une commission • d'un député 	<ul style="list-style-type: none"> - 1 -

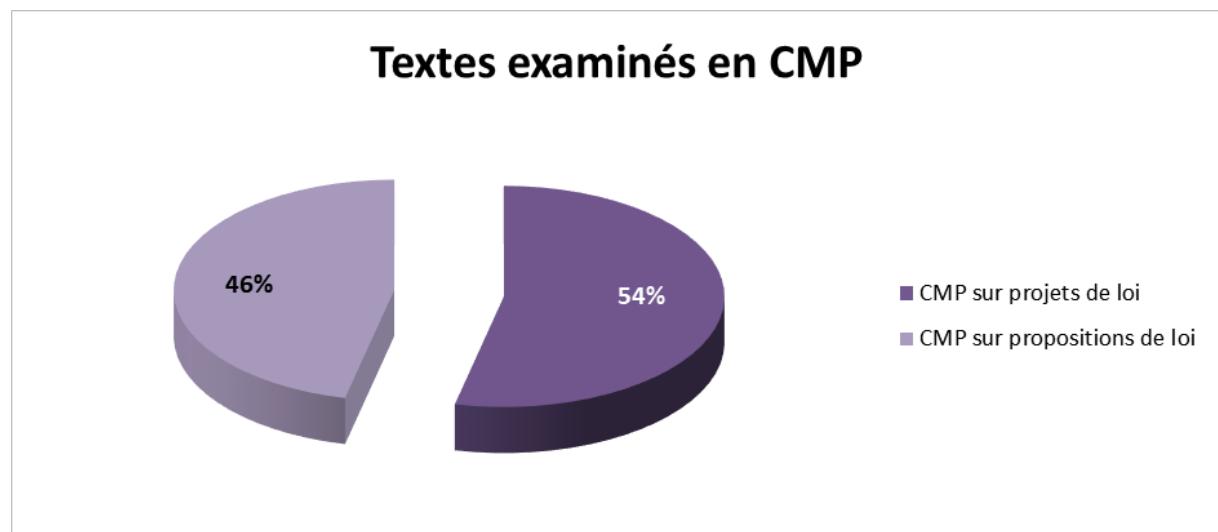
⁵⁹ Hors temps supplémentaires, temps accordés aux présidents de groupes et temps accordés aux référents.

⁶⁰ Une motion de rejet préalable a été retirée par son auteur avant son examen en séance publique.

4.8. Commissions mixtes paritaires⁽⁶¹⁾

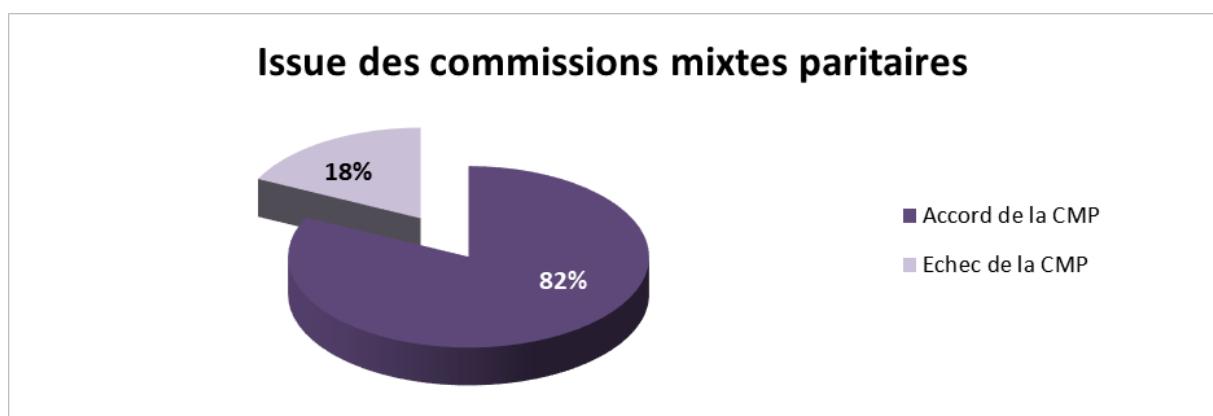
4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire

	Projets	Propositions	TOTAL
Après première lecture (procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale)	15	13	28
Après deuxième lecture	-	-	-
Après lectures suivantes	-	-	-
TOTAL	15	13	28



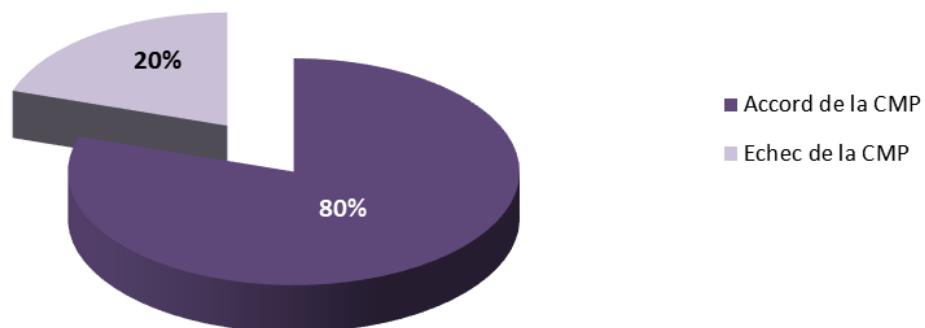
4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires

	Projets	Propositions	TOTAL
Accord	12	11	23
Échec	3	2	5
TOTAL	15	13	28

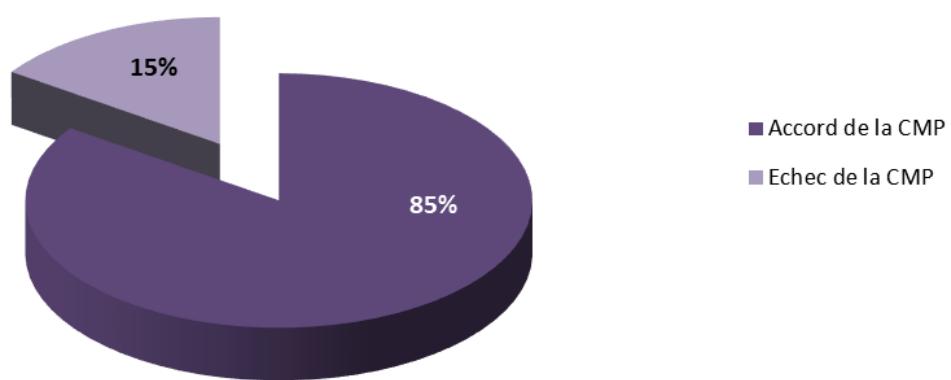


⁶¹ Voir annexe XV.

Issue des commissions mixtes paritaires sur projets de loi



Issue des commissions mixtes paritaires sur propositions de loi



4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme sur le texte CMP	12	11	23
• <i>Avec amendements</i>	6	6	12
• <i>Sans amendement</i>	6	5	11
Textes restant en instance au 30 septembre 2023	-	-	-
TOTAL	12	11	23

4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
Adoption en lecture définitive			
• <i>Dernier texte de l'AN avec amendements</i>	-	-	-
• <i>Dernier texte de l'AN sans amendement</i>	2 ⁽⁶²⁾	1	3
Rejet en lecture définitive	-	-	-
Textes restant en instance au 30 septembre 2023	1	1	2
TOTAL	3	2	5

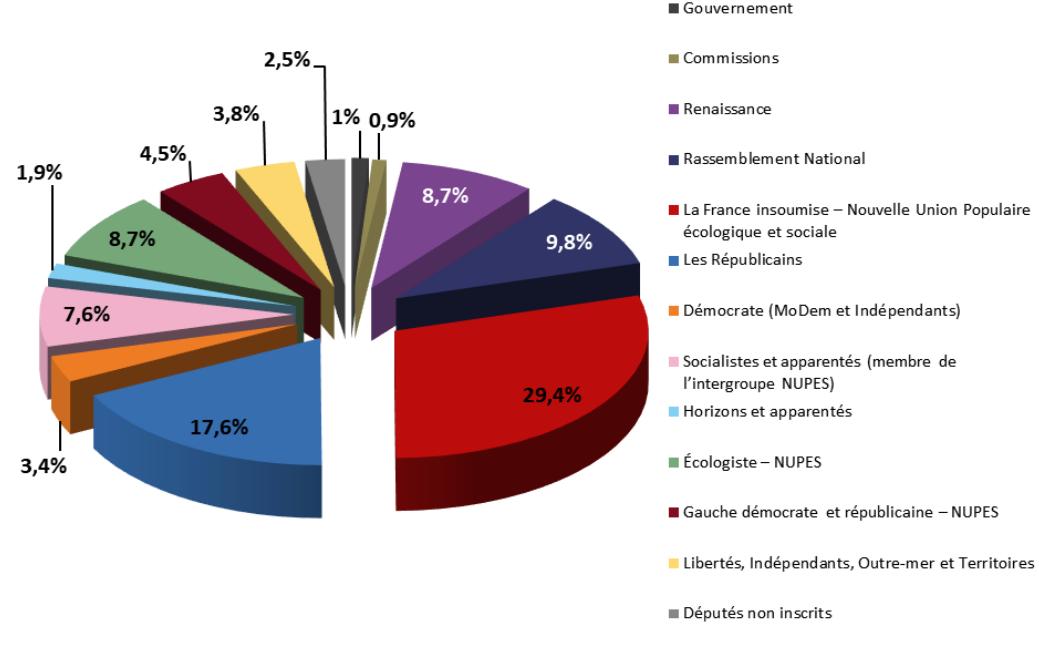
⁶² Ces deux textes ont été adoptés à la suite de l'utilisation de l'art. 49, al. 3 C.

4.9. Amendements

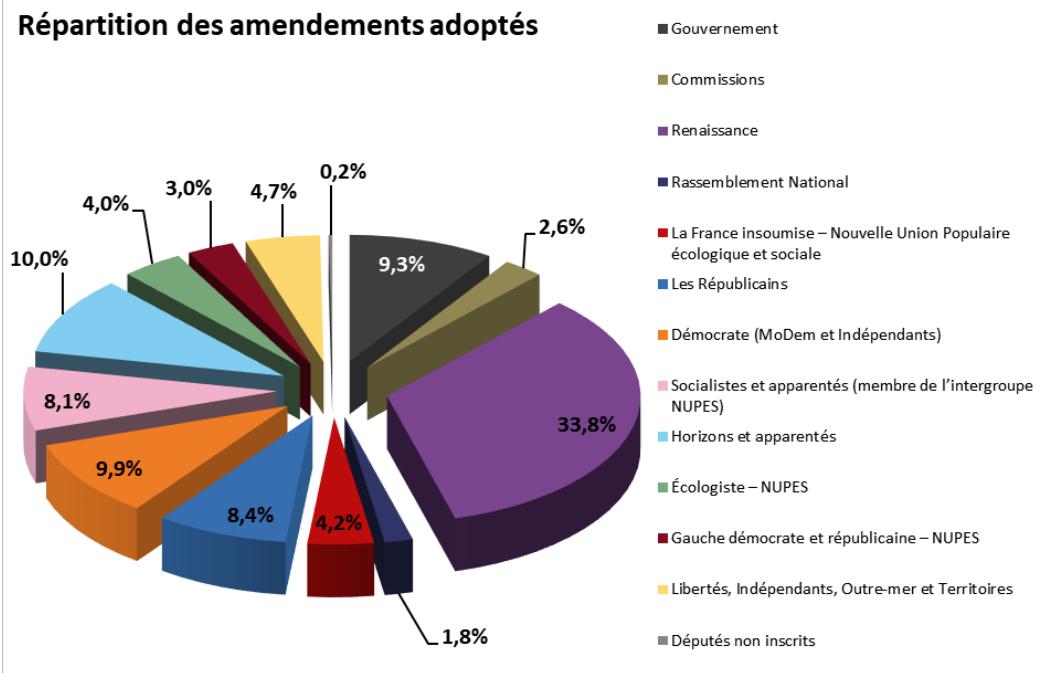
4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Députés (auteur ou premier signataire)	Auteur	Amendements transmis à la Présidence	Déposés	Irrecevables au titre de l'art. 45 C.	Irrecevables au titre de l'art. 40 C.	Recevables au titre de l'art. 40 C.	Retirés avant discussion et autres irrecevabilités	Adoptés	% amendements adoptés / amendements déposés
		Gouvernement	663	11	5	658	111	282	43 %
Commissions		545	1	0	545	22	79	14 %	
Députés (auteur ou premier signataire)	Renaissance	5 292	248	457	4 835	863	1 025	19 %	
	Rassemblement National	5 976	292	456	5 520	1 258	55	1 %	
	La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	17 898	392	2549	15 349	6 918	128	1 %	
	Les Républicains	10 733	530	1 720	9 013	1 415	255	2 %	
	Démocrate (MoDem et Indépendants)	2 058	114	203	1 855	323	300	15 %	
	Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	4 647	166	270	4 377	596	247	5 %	
	Horizons et apparentés	1 155	32	133	1 022	135	302	26 %	
	Écologiste – NUPES	5 276	224	297	4 979	688	120	2 %	
	Gauche démocrate et républicaine – NUPES	2 754	44	221	2 533	482	91	3 %	
	Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	2 334	91	303	2 031	228	144	6 %	
	Députés non inscrits	1 527	101	209	1 318	223	7	0,46 %	
TOTAL		60 858	2 246	6 823	54 035	13 262	3 035	5%	

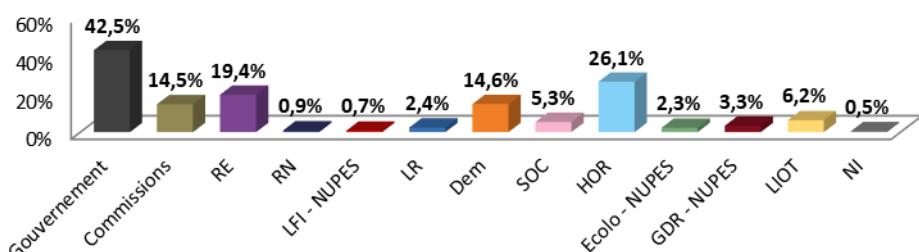
Répartition des amendements déposés



Répartition des amendements adoptés

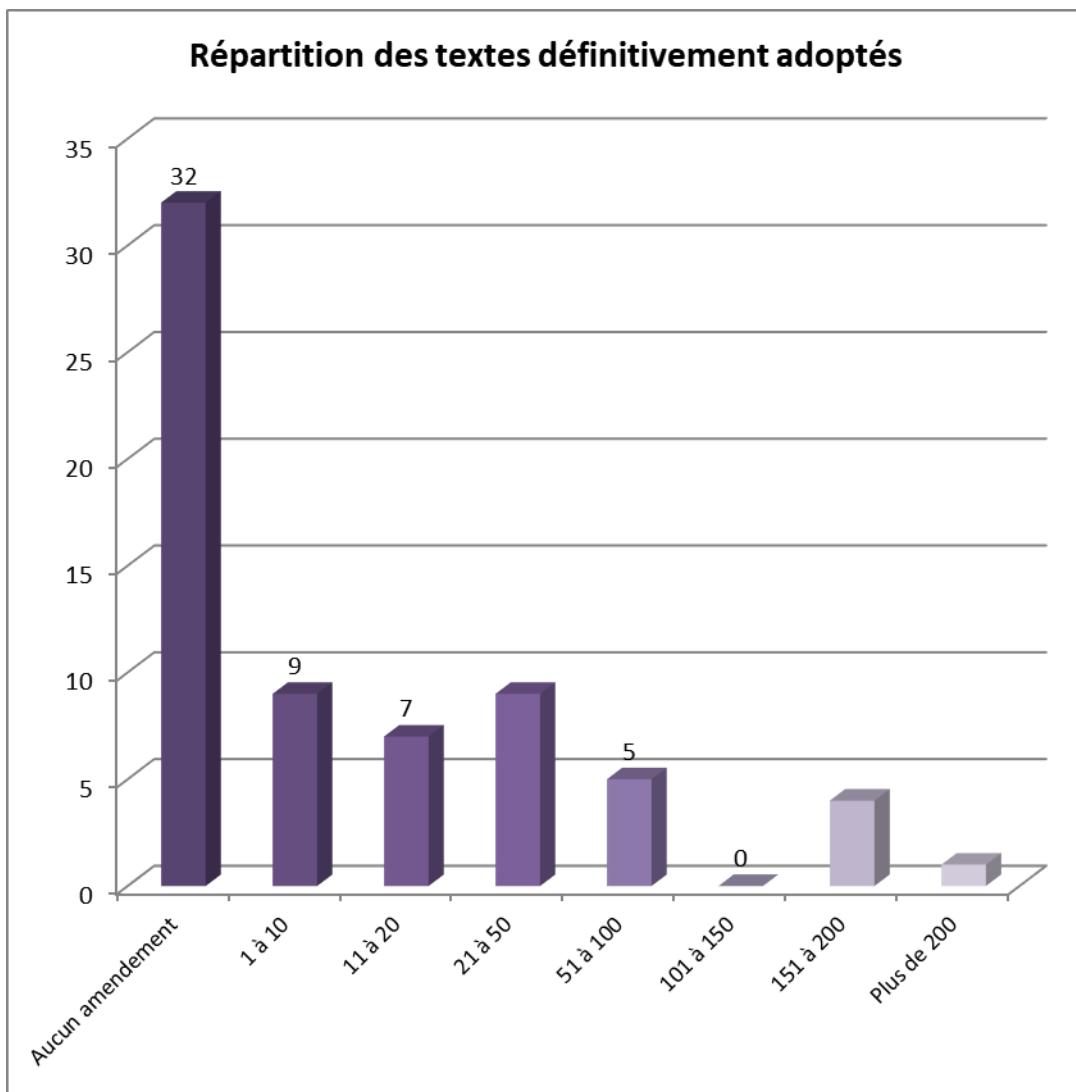


Part des amendements adoptés parmi ceux déposés



4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance

Nombre d'amendements adoptés ⁽⁶³⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	TOTAL
Nombre de textes définitifs	32 ⁽⁶⁴⁾	9	7	9	5	0	4	1	67



⁶³ Ces données concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

⁶⁴ Dont 31 conventions internationales.

4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session⁽⁶⁵⁾⁽⁶⁶⁾⁽⁶⁷⁾

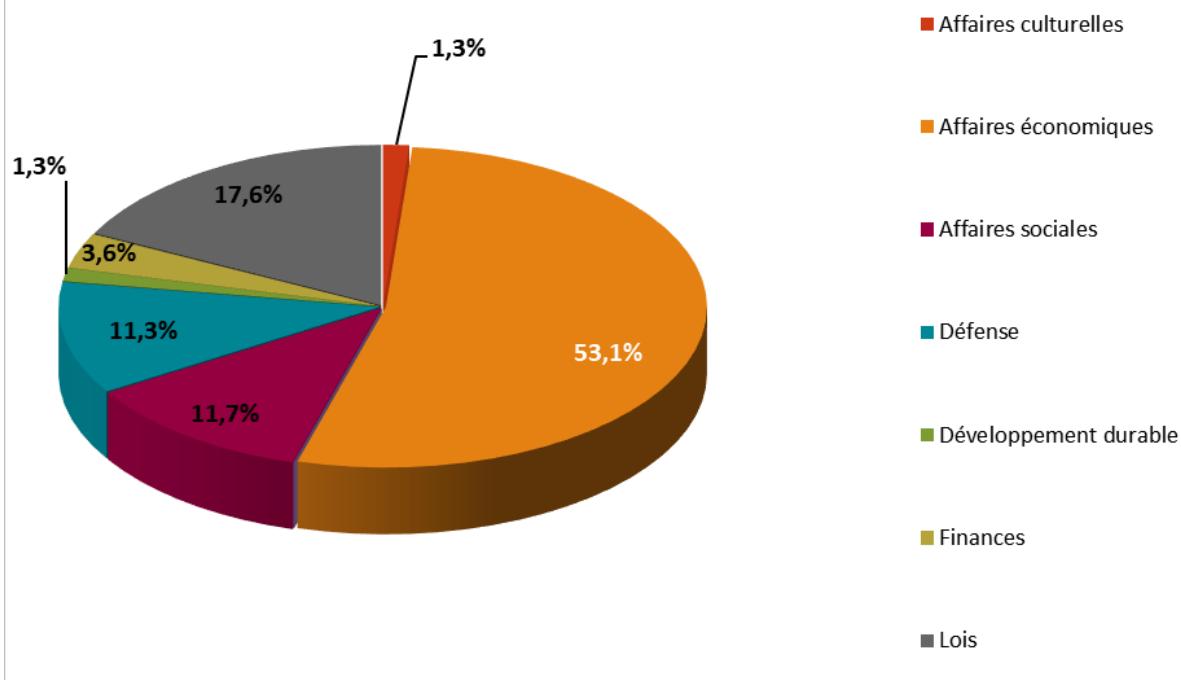
Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	1	48	15	22	2
	Propositions	3	90	19	173	27
Affaires économiques	Projets	3	3 657	666	4 139	434
	Propositions	7	1 923	381	2 369	237
Affaires étrangères	Projets	23	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	2	421	105	514	47
	Propositions	10	812	135	989	168
Défense	Projets	1	1 191	307	1 837	198
	Propositions	-	-	-	-	-
Développement durable	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	2	141	54	153	50
Finances	Projets	2	374	91	422	67
	Propositions	-	-	-	-	-
Lois	Projets	2	1 653	309	2 126	231
	Propositions	7	194	60	268	50
Spéciales	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-

⁶⁵ Voir annexe VIII.

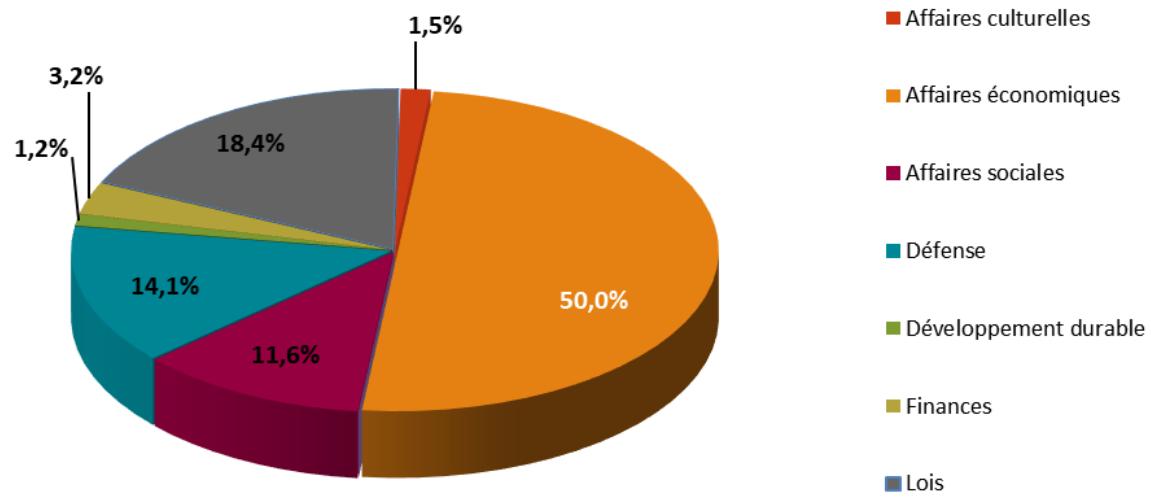
⁶⁶ Ces données concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

⁶⁷ Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'art. 42, al. 2 C., sont examinés en première lecture à partir du texte présenté par le Gouvernement.

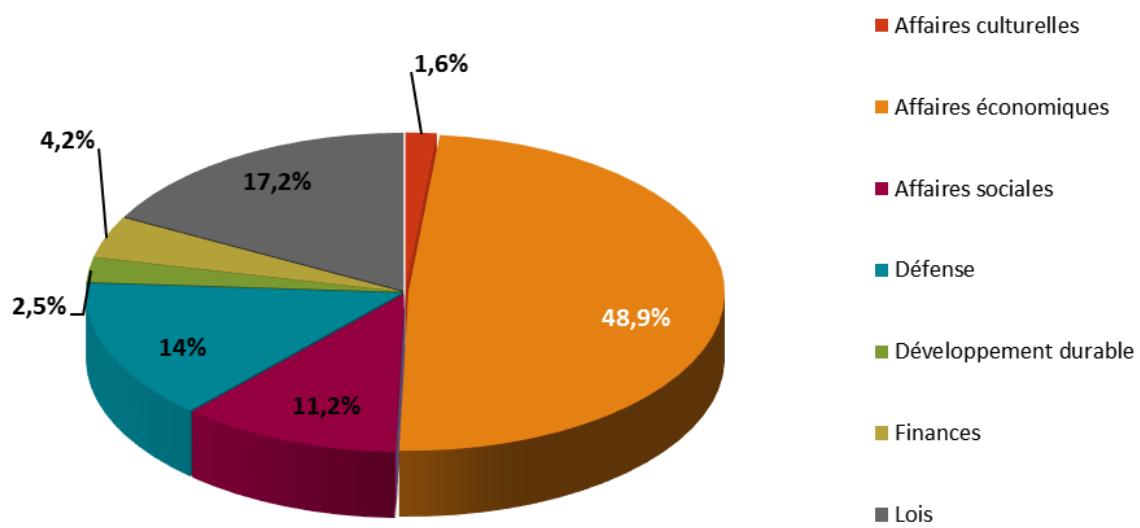
Répartition des amendements déposés en commission



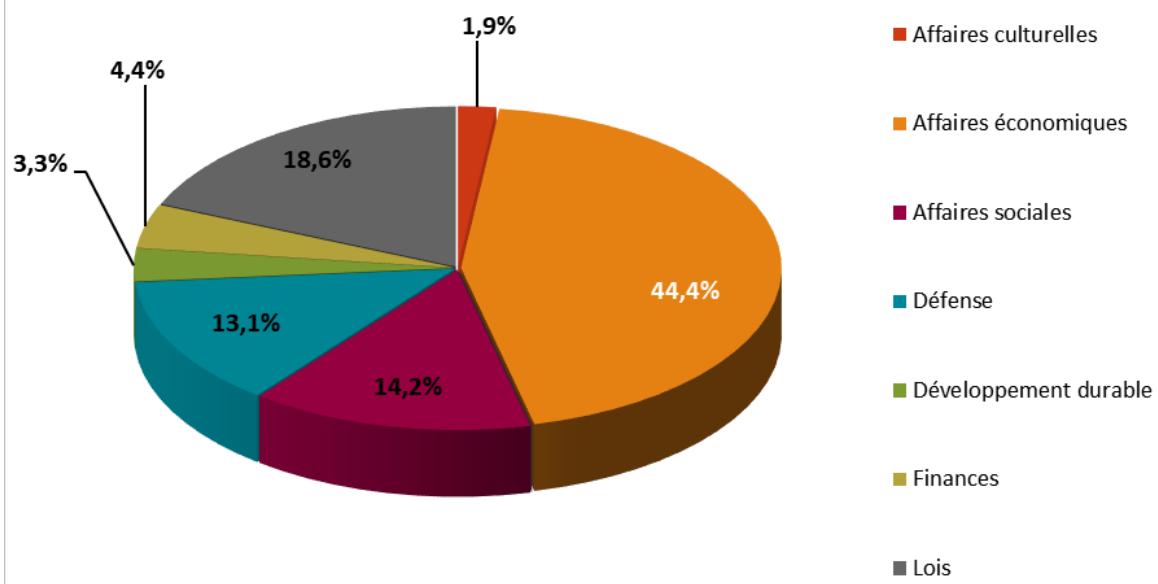
Répartition des amendements déposés en séance



Répartition des amendements adoptés en commission



Répartition des amendements adoptés en séance



4.10. Votes bloqués

Nombre de demandes	-
--------------------	---

4.11. Scrutins publics

Solennels (décidés en Conférence des présidents en application de l'art. 65-1 R.) ⁽⁶⁸⁾	20
Sur la prolongation d'une intervention des forces armées (en application de l'art. 35 C.)	-
Sur des motions de procédure	28
Sur le passage à la discussion des articles	-
Sur une demande de constitution de commission spéciale	1
Sur des propositions de modification de l'ordre du jour	-
Sur une demande de suspension de séance	1
Scrutins ordinaires sur des textes	2 352
TOTAL	2 402

Scrutins secrets <ul style="list-style-type: none"> • <i>à la tribune</i> • <i>dans les salles voisines de la salle des séances</i> 	-
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances ⁽⁶⁸⁾ <ul style="list-style-type: none"> • <i>à l'Assemblée nationale</i> • <i>au Congrès du Parlement</i> 	17
Vérifications du quorum	-

4.12. Incidents de séance

Rappels au Règlement	916
Faits personnels	5
Rappels à l'ordre	9

4.13. Décisions du Conseil constitutionnel⁽⁶⁹⁾

Application de l'art. 37, al. 2 C.	3
Application de l'art. 39 C.	1
Application de l'art. 41 C.	-
Application de l'art. 54 C.	-
Application de l'art. 59 C.	470
Application de l'art. 61, al. 1 ^{er} C. <i>dont lois organiques</i>	-
<i>dont règlements des assemblées</i>	-
Application de l'art. 61, al. 2 C.	10
Application des art. 74 et 74-1 C.	-
Application de l'art. 11 C.	2
Application de l'art. LO 136 du code électoral	-

⁶⁸ Voir annexe XVI.

⁶⁹ Voir annexe XVII.

5.

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats⁽⁷⁰⁾

Tenus à la demande du Gouvernement	4
<i>- dont suivis d'un vote</i>	-
Tenus à la demande d'une commission	-
Tenus à la demande d'un groupe politique	24
Tenus à la demande conjointe d'un groupe et d'une commission	-
Tenus à la demande de la Conférence des présidents	2

⁷⁰ Voir annexe XVIII. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

6.

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET MOTIONS DE CENSURE

6. Engagements de responsabilité et motions de censure ⁽⁷¹⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'art. 49, al. 1^{er} C.	-
<i>sur son programme</i>	-
<i>sur une déclaration de politique générale</i>	-
Application de l'art. 49, al. 3 C.	12

6.2. Motions de censure

En application de l'art. 49, al. 2 C.	2
En application de l'art. 49, al. 3 C.	15

⁷¹ Voir annexe XIX.

7. QUESTIONS

7. Questions ⁽⁷²⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (37 séances)

Groupes	Nombre de questions posées
Renaissance	184
Rassemblement National	147
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale ⁽⁷³⁾	148
Les Républicains	111
Démocrate (MoDem et Indépendants)	74
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	74
Horizons et apparentés	73
Écologiste - NUPES	73
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	74
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	74
Non inscrits	4
Total	1 036

Questions au Gouvernement

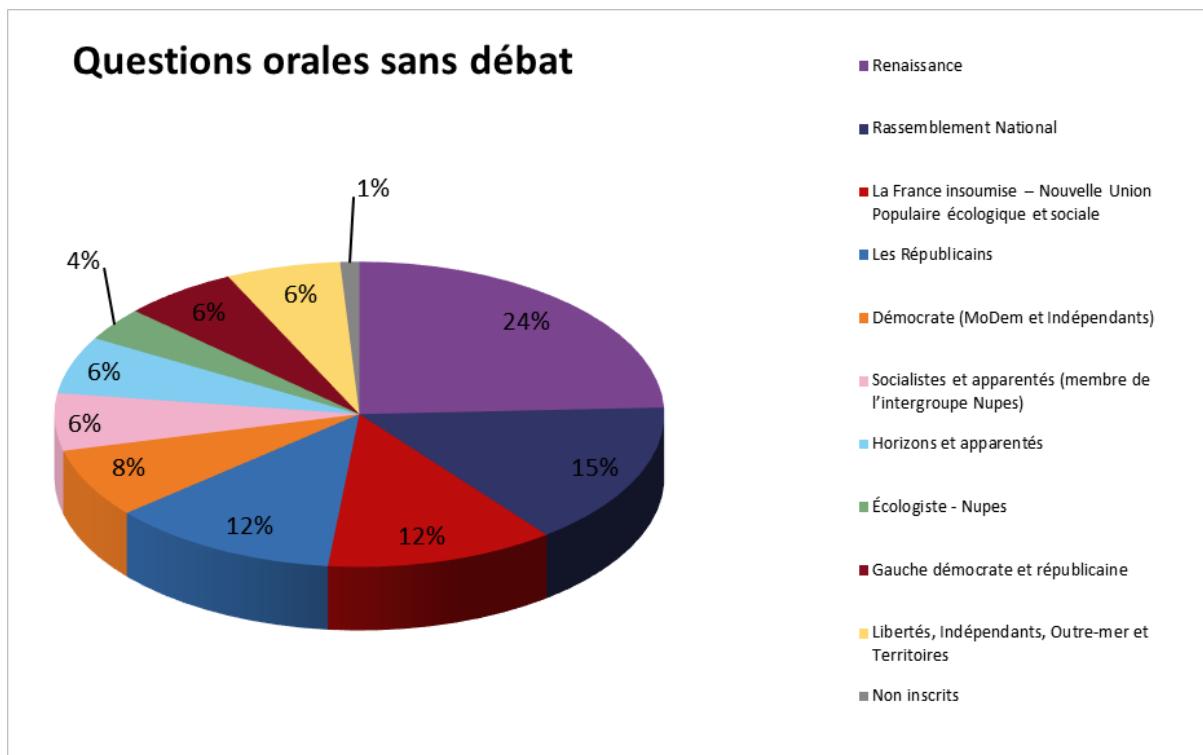


⁷² Voir annexes XX et XXI.

⁷³ Le mardi 3 novembre 2022, une question de M. Carlos Martens Bilongo a été interrompue à la suite d'un incident de séance et n'a pas eu de réponse. Les quatre dernières questions de la séance n'ont pas été posées (Renaissance, Rassemblement National, Horizons et apparentés, Écologiste – NUPES).

7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (12 séances)

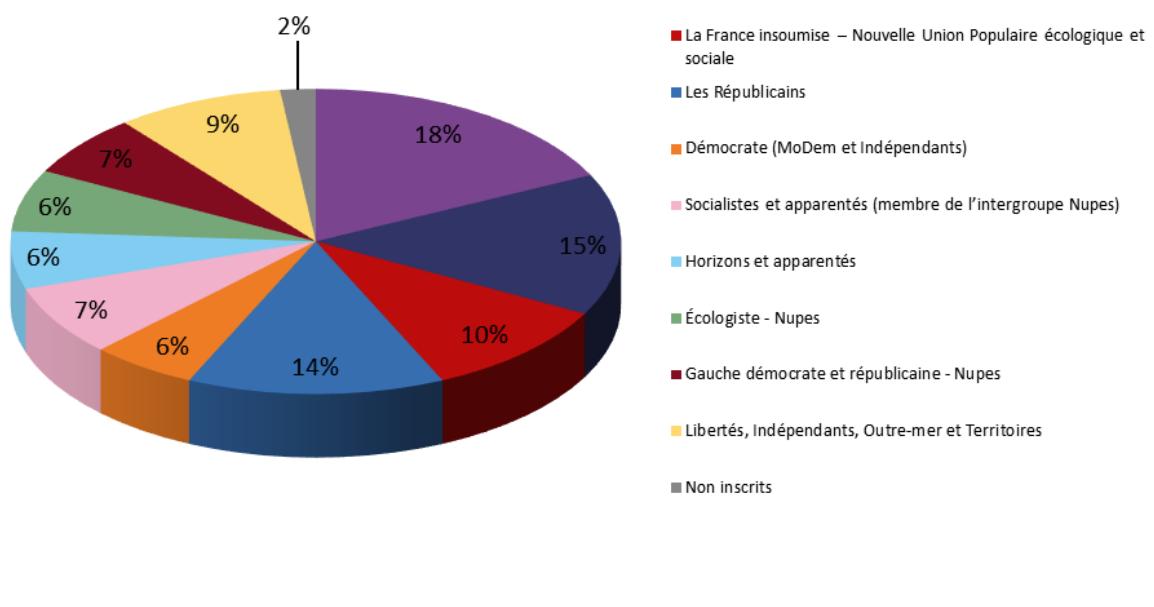
Groupes	Nombre de questions posées
Renaissance	96
Rassemblement National	60
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	48
Les Républicains	48
Démocrate (MoDem et Indépendants)	29
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	24
Horizons et apparentés	24
Écologiste - NUPES	14
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	24
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	24
Non inscrits	4
Total	395



7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle (8 séances)

Groupes	Nombre de questions posées
Renaissance	38
Rassemblement National	32
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	22
Les Républicains	29
Démocrate (MoDem et Indépendants)	12
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	16
Horizons et apparentés	13
Écologistes - NUPES	14
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	14
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	19
Non inscrits	4
Total	213

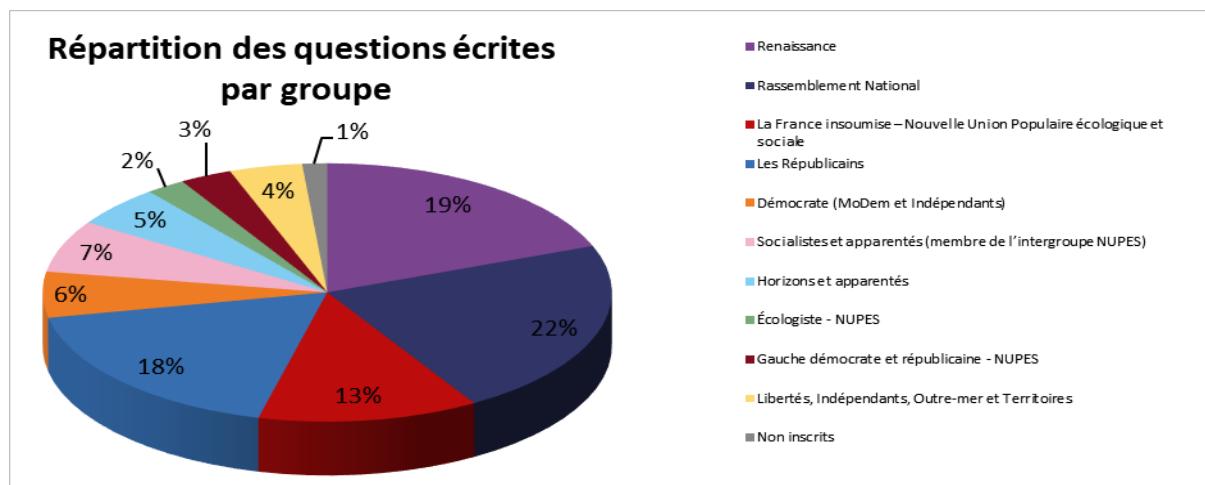
Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle



7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses⁽⁷⁴⁾

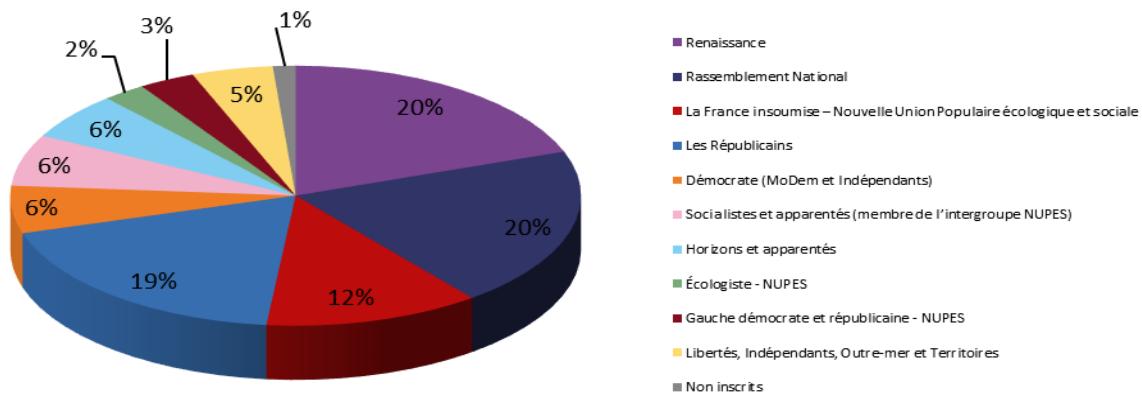
Groupes	Nombre de questions ⁽⁷⁵⁾	Nombre de réponses
Renaissance	1 855	1 303
Rassemblement National	2 151	1 330
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	1 211	818
Les Républicains	1 738	1 248
Démocrate (MoDem et Indépendants)	555	395
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	633	427
Horizons et apparentés	497	392
Écologiste - NUPES	217	163
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	287	213
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	402	308
Non inscrits	137	86
Total	9 983	6 683



⁷⁴ Voir annexe XXI.

⁷⁵ La Conférence des présidents du mardi 12 juillet 2022 a fixé à 52 le nombre maximal de questions écrites pouvant être posées par chaque député pour la période allant du 1^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2023.

Répartition des réponses obtenues par groupe

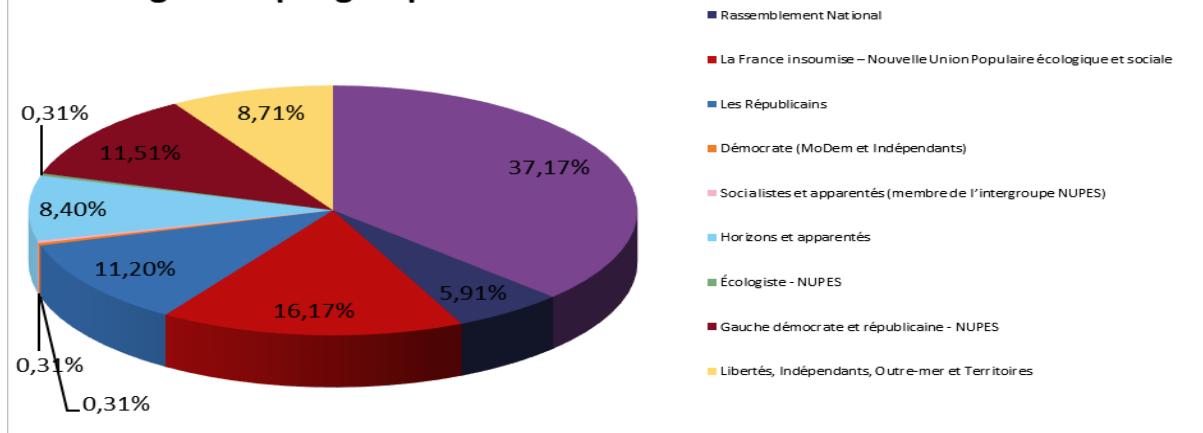


7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées

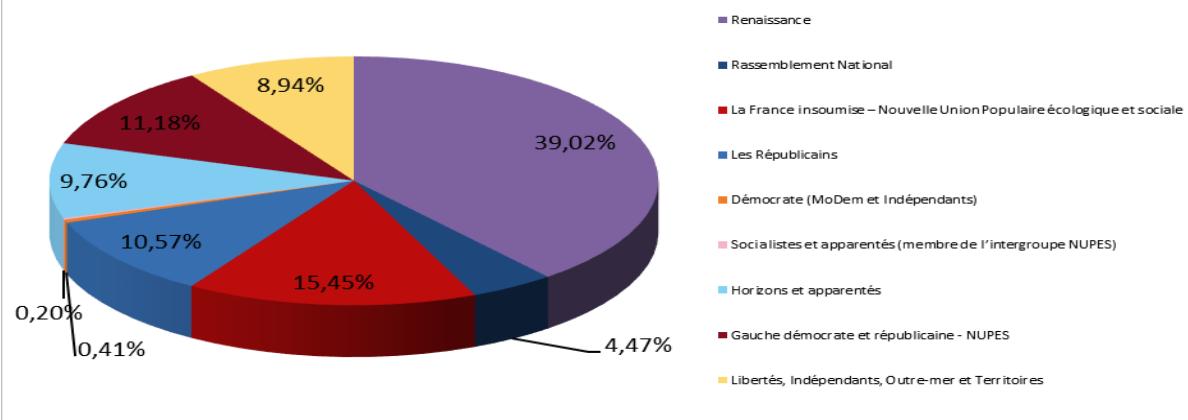
(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et signalées à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	Nombre de questions	Nombre de réponses
Renaissance	239	192
Rassemblement National	38	22
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	104	76
Les Républicains	72	52
Démocrate (MoDem et Indépendants)	2	2
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	2	1
Horizons et apparentés	54	48
Écologiste - NUPES	2	-
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	74	55
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	56	44
Total	643	492

Répartition des questions écrites signalées par groupe



Répartition des réponses aux questions écrites signalées par groupe



ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau député	JOLD	Circonscription
Élection partielle le 09.10.2022	-	M. Jean-Noël Barrot	11.10.2022	Yvelines (2 ^{ème})
Membre du Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Jean-Noël Barrot	Mme Anne Bergantz	11.11.2022	Yvelines (2 ^{ème})
Annulation de l'élection par le Conseil constitutionnel	Mme Anne-Sophie Frigout		03.12.2022	Marne (2 ^{ème})
Annulation de l'élection par le Conseil constitutionnel	M. Thomas Mesnier		03.12.2022	Charente (1 ^{ère})
Annulation de l'élection par le Conseil constitutionnel	M. Bertrand Petit		03.12.2022	Pas-de-Calais (8 ^{ème})
Annulation de l'élection par le Conseil constitutionnel	Mme Éléonore Caroit		21.01.2023	Français établis hors de France (2 ^{ème})
Annulation de l'élection par le Conseil constitutionnel	M. Karim Ben Cheikh		21.01.2023	Français établis hors de France (9 ^{ème})
Annulation de l'élection par le Conseil constitutionnel	Mme Bénédicte Taurine		28.01.2023	Ariège (1 ^{ère})
Élection partielle le 29.01.2023	-	Mme Laure Miller	31.01.2023	Marne (2 ^{ème})
Élection partielle le 29.01.2023	-	M. René Pilato	31.01.2023	Charente (1 ^{ère})
Élection partielle le 29.01.2023		M. Bertrand Petit	31.01.2023	Pas-de-Calais (8 ^{ème})
Annulation de l'élection par le Conseil constitutionnel	M. Meyer Habib		04.02.2023	Français établis hors de France (8 ^{ème})
Élection partielle le 02.04.2023		Mme Martine Froger	04.04.2023	Ariège (1 ^{ère})
Élection partielle le 15.04.2023	-	Mme Éléonore Caroit	18.04.2023	Français établis hors de France (2 ^{ème})
Élection partielle le 16.04.2023	-	M. Meyer Habib	18.04.2023	Français établis hors de France (8 ^{ème})
Élection partielle le 16.04.2023	-	M. Karim Ben Cheikh	18.04.2023	Français établis hors de France (9 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Joris Hébrard	Mme Catherine Jaouen	06.06.2023	Vaucluse (1 ^{ère})

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau député	JOLD	Circonscription
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Moetai Brotherson	Mme Mereana Reid Arbelot	11.06.2023	Polynésie Française (3 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	M. Fabien Lainé	Mme Geneviève Darrieussecq	22.08.2023	Landes (1 ^{ère})
Membre du Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Prisca Thévenot	Mme Virginie Lanlo	22.08.2023	Hauts-de-Seine (8 ^{ème})
Membre du Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Fadila Khattabi	M. Philippe Frei	22.08.2023	Côte-d'Or (3 ^{ème})
Membre du Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Aurore Bergé	M. Philippe Emmanuel	22.08.2023	Yvelines (10 ^{ème})
Membre du Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Thomas Cazenave	Mme Alexandra Martin	22.08.2023	Gironde (1 ^{ère})
Membre du Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Sabrina Agresti-Roubache	M. Didier Parakian	22.08.2023	Bouches-du-Rhône (1 ^{ère})
Membre du Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Philippe Vigier	M. Laurent Leclercq	22.08.2023	Eure-et-Loir (4 ^{ème})
Prolongation de la mission temporaire au-delà de la période des 6 mois	Mme Barbara Pompili	Mme Ingrid Dordain	26.09.2023	Somme (2 ^{ème})

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Objet de la mission	Date de début de mission Date de fin de mission
Mme Christine Pires Beaune	Ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté numérique, chargé des comptes publics	L'évaluation des soutiens publics permettant de limiter le reste à charge des personnes âgées en perte d'autonomie	24.12.2022 22.06.2023
M. Paul Midy	Ministre de l'économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics Ministre délégué auprès du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de la transition numérique et des télécommunications Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et du tourisme Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche	Soutien à l'investissement dans les startups, les petites et moyennes entreprises innovantes et les petites et moyennes entreprises en croissance	13.01.2023 11.07.2023
Mme Marie-Agnès Poussier-Winsback	Ministre de la transformation et de la fonction publiques	Accessibilité et enrichissement des dispositifs France services	16.02.2023 01.08.2023
M. Yannick Chenevard	Première ministre	Réévaluation du dispositif de flotte stratégique	21.03.2023 19.09.2023

Député concerné	Ministre concerné	Objet de la mission	Date de début de mission Date de fin de mission
M. Joël Giraud	Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires Ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et du ministre de la transition écologique, chargée des collectivités territoriales et auprès du ministre de la transition écologique, chargée de la ruralité	Les nouveaux enjeux du développement des territoires de montagne	18.03.2023 16.09.2023
Mme Barbara Pompili	Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires	Acceptabilité de la transition écologique à travers l'étude d'un cas emblématique : la mise en place des zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m)	25.03.2023 ⁽⁷⁶⁾ ⁽⁷⁷⁾
M. Vincent Ledoux	Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique Ministre de l'intérieur et des outre-mer Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires	Suivi du phénomène de retrait-gonflement des argiles, en particulier le soutien à apporter aux plus modestes, la prévention et l'information des élus et sinistrés.	14.04.2023 <i>En cours</i>
M. Charles Rodwell	Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique Ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargé du commerce extérieur, de l'attractivité et des Français de l'étranger	Attractivité de la France en matière d'investissements étrangers	13.06.2023 <i>En cours</i>
M. Pierre Morel-À-L'Huissier	Ministre de l'intérieur et des outre-mer Ministre de la santé et de la prévention	Moyens héliportés de secours aux personnes et de l'aide médicale d'urgence	13.06.2023 <i>En cours</i>
M. Cyrille Isaac-Sibille	Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires Ministre de la santé et de la prévention Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie	Composés alkylés per et polyfluorés (PFAS)	06.07.2023 <i>En cours</i>

⁷⁶ Mission maintenue par lettre de la Première ministre Elisabeth Borne en date du 21 septembre 2023.

⁷⁷ Prolongation par décret du 22 septembre 2023 ; mandat clos le 24 septembre 2023.

Annexe III

Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Le contrôle et l'efficacité des exonérations de cotisations sociales	14	25 h 45	-	72	N° 1685 28.09.2023

Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
La rénovation énergétique des bâtiments	- Affaires économiques - Développement durable	08.03.2023	37	41 h 40	-	104	<i>En cours</i>

Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Les capacités d'anticipation et d'adaptation de notre modèle de protection et de sécurité civiles	20.06.2023	12.07.2023	4	7 h 05	-	15	<i>En cours</i>
L'accès des Français à un logement digne et la réalisation d'un parcours résidentiel durable	20.06.2023	11.07.2023	2	1 h 30	-	3	<i>En cours</i>

Annexe IV

Demandes de consultation des commissions sur des nominations

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
29.09.2022	Présidente de l'Autorité des marchés financiers	Mme Marie-Anne Barbat-Layani	Finances	Favorable (35 pour, 27 contre) 19.10.2022	26.10.2022 JO du 27.10.2022
19.10.2022	Président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens	M. Jean Castex	Développement durable	Favorable (34 pour, 19 contre) 09.11.2022	23.11.2022 JO du 24.11.2022
20.10.2022	Directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires	M. Stanislas Bourron	Développement durable	Favorable (36 pour, 1 contre) 16.11.2022	01.12.2022 JO du 02.12.2022
29.09.2022	Président-directeur général d'Électricité de France	M. Luc Rémont	Affaires économiques	Favorable (32 pour, 29 contre) 26.10.2022	23.11.2022 JO du 24.11.2022
02.12.2022	Président de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France	M. Patrice Vergriete	Développement durable	Favorable (30 pour, 6 contre) 11.01.2023	24.01.2023 JO du 25.01.2023
05.12.2022	Président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Boris Ravignon	Développement durable	Favorable (19 pour, 17 contre) 14.12.2022	22.12.2022 JO du 23.12.2022
08.12.2022	Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations	M. Éric Lombard	Finances	Favorable (30 pour, 0 contre) 10.01.2023	11.01.2023 JO du 12.01.2023
09.01.2023	Président de l'Autorité des normes comptables	M. Robert Ophèle	Finances	Favorable (27 pour, 3 contre) 25.01.2023	06.02.2023 JO du 07.02.2023
-	Membre du Conseil supérieur de la magistrature	Mme Diane Roman	Lois	Défavorable (15 pour, 18 contre) 25.01.2023	JO du 08.02.2023
-	Membre du Conseil supérieur de la magistrature	M. Loïc Cadet	Lois	Favorable (34 pour, 1 contre) 25.01.2023	JO du 08.02.2023
18.01.2023	Président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale	M. Didier Samuel	Affaires culturelles	Favorable (28 pour, 4 contre) 26.01.2023	01.02.2023 JO du 02.02.2023
10.01.2023	Membre du Conseil supérieur de la magistrature	Mme Élisabeth Guigou	Lois	Favorable (25 pour, 6 contre) 01.02.2023	JO du 08.02.2023
10.01.2023	Membre du Conseil supérieur de la magistrature	M. Patrick Titiun	Lois	Favorable (18 pour, 6 contre) 01.02.2023	JO du 08.02.2023
25.01.2023	Directeur général de la société anonyme Bpifrance	M. Nicolas Dufourcq	Finances	Favorable (31 pour, 4 contre) 08.02.2023	21.02.2023 JO du 22.02.2023

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
03.03.2023	Président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Boris Ravignon	Développement durable	Défavorable (20 pour, 33 contre) 12.04.2023	-
15.03.2023	Président du collège de la Haute Autorité de santé	M. Lionel Collet	Aff. sociales	Favorable (27 pour, 6 contre) 12.04.2023	19.04.2023 JO du 20.04.2023
13.03.2023	Président de la commission du secret de la défense nationale	M. Gilles Andréani	Défense	Favorable (32 pour, 0 contre) 12.04.2023	17.04.2023 JO du 19.04.2023
05.04.2023	Président du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé	M. Jean-François Delfraissy	Aff. sociales	Favorable (27 pour, 13 contre) 10.05.2023	09.06.2023 JO du 11.06.2023
07.04.2023	Président de la Commission nationale du débat public	M. Marc Papinutti	Développement durable	Favorable (30 pour, 22 contre) 10.05.2023	20.05.2023 JO du 21.05.2023
11.04.2023	Directeur général de l'Office français de la biodiversité	M. Olivier Thibault	Développement durable	Favorable (38 pour, 10 contre) 17.05.2023	05.06.2023 JO du 06.06.2023
02.06.2023	Présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône	Mme Laurence Borie-Bancel	Affaires économiques	Favorable (24 pour, 0 contre) 14.06.2023	17.07.2023 JO du 18.07.2023
05.06.2023	Président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Sylvain Waserman	Développement durable	Favorable (46 pour, 6 contre) 05.07.2023	13.07.2023 JO du 14.07.2023

Annexe V

Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 C. ⁽⁷⁸⁾

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Considérée comme définitive le
relative aux transferts forcés massifs d'enfants ukrainiens par la Fédération de Russie	-	Affaires étrangères	18.05.2023
relative à l'énergie nucléaire comme enjeu pour la décarbonation du mix énergétique européen	-	Affaires économiques	18.05.2023
relative à la proposition de règlement établissant des règles en vue de prévenir et de combattre les abus sexuels sur les enfants	-	Lois	07.08.2023

Propositions de résolution adoptées

Objet de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Adoptée le
relative à la proposition de législation européenne sur la liberté des médias	N° 614 14.12.2022	Affaires culturelles	17.01.2023

⁷⁸ Le choix a été fait d'indiquer les seules propositions de résolution déposées pendant la période couverte par ce recueil.

Annexe VI

Liste des commissions d'enquête (créées sur la période)

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	Rapport de la commission d'enquête
visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France	LR	11.10.2022	26/10/2023	N° 1028 30.03.2023 M. Antoine Armand (RE)
chargée de faire la lumière sur les dysfonctionnements au sein de l'administration pénitentiaire et de l'appareil judiciaire ayant conduit à l'assassinat d'un détenu le 2 mars 2022 à la maison centrale d'Arles	LIOT	28.11.2022	13/12/2023	N° 1273 24.05.2023 M. Laurent Marcangeli (HOR)
tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire relative aux ingérences politiques, économiques et financières de puissances étrangères, - États, organisations, entreprises, groupes d'intérêts, personnes privées- visant à influencer ou corrompre des relais d'opinion, des dirigeants ou des partis politiques français	RN	06.12.2022	10/01/2023	N° 1311 01.06.2023 Mme Constance Le Grip (RE)
relative aux révélations des Uber Files : l'ubérisation, son lobbying et ses conséquences	LFI-NUPES	24.01.2023	02/02/2023	N° 1521 11.07.2023 Mme Danielle Simonnet (LFI-NUPES)
sur le coût de la vie dans les départements et régions d'Outre-mer	SOC	09.02.2023	09/03/2023	N° 1549 20.07.2023 M. Johnny Hajjar (SOC)
sur la structuration, le financement, les moyens et les modalités d'actions des groupuscules auteurs de violences à l'occasion des manifestations et rassemblements intervenus entre le 16 mars 2023 et le 3 mai 2023 ainsi que sur le déroulement de ces manifestations et rassemblements le 10 mai 2023	RE, HOR	11.05.2023	24/05/2023	<i>En cours</i>
sur les causes de l'incapacité de la France à atteindre les objectifs des plans successifs de maîtrise des impacts des produits phytosanitaires sur la santé humaine et environnementale et notamment sur les conditions de l'exercice des missions des autorités publiques en charge de la sécurité sanitaire	SOC	20.06.2023	05/07/2023	<i>En cours</i>
relative à l'identification des défaillances de fonctionnement au sein des fédérations françaises de sport, du monde sportif et des organismes de gouvernance du monde sportif en tant qu'elles ont délégation de service public	Ecolo-NUPES	20.06.2023	05/07/2023	<i>En cours</i>
tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences pour l'avenir	GDR-NUPES	04.07.2023	19/07/2023	<i>En cours</i>

Travaux des commissions d'enquête (travaux sur la période du 1^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2023)

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France	54	145 h 35	1	88
chargée de faire la lumière sur les dysfonctionnements au sein de l'administration pénitentiaire et de l'appareil judiciaire ayant conduit à l'assassinat d'un détenu le 2 mars 2022 à la maison centrale d'Arles	34	59 h 20	-	62
tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire relative aux ingérences politiques, économiques et financières de puissances étrangères, - États, organisations, entreprises, groupes d'intérêts, personnes privées- visant à influencer ou corrompre des relais d'opinion, des dirigeants ou des partis politiques français	35	89 h 50	-	53
relative aux révélations des Uber Files : l'ubérisation, son lobbying et ses conséquences	33	90 h 55	3	122
sur le coût de la vie dans les départements et régions d'Outre-mer	26	70 h 55	2	119
sur la structuration, le financement, les moyens et les modalités d'actions des groupuscules auteurs de violences à l'occasion des manifestations et rassemblements intervenus entre le 16 mars 2023 et le 3 mai 2023 ainsi que sur le déroulement de ces manifestations et rassemblements le 10 mai 2023	26	52 h 10	1	119
sur les causes de l'incapacité de la France à atteindre les objectifs des plans successifs de maîtrise des impacts des produits phytosanitaires sur la santé humaine et environnementale et notamment sur les conditions de l'exercice des missions des autorités publiques en charge de la sécurité sanitaire	13	33 h 10	-	54
relative à l'identification des défaillances de fonctionnement au sein des fédérations françaises de sport, du monde sportif et des organismes de gouvernance du monde sportif en tant qu'elles ont délégation de service public	18	32 h 50	-	34
tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences pour l'avenir	12	40 h 35	2	42

Annexe VII

Projets de loi rejetés définitivement

1. Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 (n° 1094) (au Sénat, séance du lundi 3 juillet 2023) ;
2. Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2022 (n° 1095) (au Sénat, séance du lundi 3 juillet 2023) ;
3. Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2022 (n° 1268) (au Sénat, séance du lundi 3 juillet 2023).

Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées

1. Proposition de loi (n° 354) visant à assouplir les conditions d'expulsion des étrangers constituant une menace grave pour l'ordre public (2^e séance du jeudi 1^{er} décembre 2022) ;
2. Proposition de loi (n° 352) portant création d'une juridiction spécialisée dans l'expulsion des étrangers délinquants (2^e séance du jeudi 1^{er} décembre 2022) ;
3. Proposition de loi (n° 578) visant à favoriser et inciter les entreprises à augmenter les salaires nets de 10 % (1^{re} séance du jeudi 12 janvier 2023) ;
4. Proposition de loi (n° 257) visant à supprimer les zones à faibles émissions mobilité (2^e séance du jeudi 12 janvier 2023) ;
5. Proposition de loi (n° 553) visant à étendre le droit de visite des parlementaires et parlementaires européens élus en France aux établissements sociaux et médico sociaux (2^e séance du jeudi 12 janvier 2023) ;
6. Proposition de loi (n° 254) visant à instituer dans les écoles et collèges publics le port d'une tenue uniforme aux couleurs de l'établissement scolaire (2^e séance du jeudi 12 janvier 2023) ;
7. Proposition de loi (n° 555) visant à revivifier la représentation politique (3^e séance du jeudi 12 janvier 2023) ;
8. Proposition de loi (n° 659) visant à assurer un repas à 1 euro pour tous les étudiants (1^{re} séance du jeudi 9 février 2023) ;
9. Proposition de loi (n° 759) visant à étendre le champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité aux cas de condamnation pour des violences aggravées ayant entraîné une incapacité temporaire de huit jours ou moins (2^e séance du mardi 7 mars 2023) ;
10. Proposition de loi (n° 887) visant à mieux manger en soutenant les Français face à l'inflation et en favorisant l'accès à une alimentation saine (2^e séance du jeudi 6 avril 2023).

Propositions de loi du Sénat rejetées

NÉANT

Annexe VIII

Liste chronologique des lois promulguées⁽⁷⁹⁾

Date de publication au <i>Journal officiel</i>	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁸⁰⁾
25.10.2022	Loi n° 2022-1348 du 24 octobre 2022 visant à actualiser le régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce	Proposition	-
01.11.2022	Loi n° 2022-1382 du 31 octobre 2022 autorisant la ratification de la convention portant création de l'Organisation internationale pour les aides à la navigation maritime	Projet	-
01.11.2022	Loi n° 2022-1383 du 31 octobre 2022 autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Banque des règlements internationaux relatif au statut et aux activités de la Banque des règlements internationaux en France et de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et la Banque des règlements internationaux	Projet	-
01.11.2022	Loi n° 2022-1384 du 31 octobre 2022 autorisant la ratification du Traité entre la République française et la République italienne pour une coopération bilatérale renforcée	Projet	-
23.11.2022	Loi n° 2022-1449 du 22 novembre 2022 visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste	Proposition	-
25.11.2022	Loi n° 2022-1460 du 24 novembre 2022 autorisant l'approbation de l'accord relatif à la restructuration de la plate-forme douanière de Saint-Louis - Bâle sur l'autoroute A35, en France entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse	Projet	-
25.11.2022	Loi n° 2022-1461 du 24 novembre 2022 autorisant la ratification du protocole d'amendement à la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel	Projet	-
25.11.2022	Loi n° 2022-1462 du 24 novembre 2022 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour	Projet	-
29.11.2022	Loi n° 2022-1477 du 28 novembre 2022 autorisant l'approbation de la déclaration relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais	Projet	-
02.12.2022	Loi n° 2022-1499 du 1er décembre 2022 de finances rectificative pour 2022	Projet	45
13.12.2022	Loi n° 2022-1555 du 12 décembre 2022 autorisant la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives	Projet	-
17.12.2022	Loi n° 2022-1574 du 16 décembre 2022 visant à lutter contre la précarité des accompagnants d'élèves en situation de handicap et des assistants d'éducation	Proposition	29

⁷⁹ Les lois suivies d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

⁸⁰ Nombre d'amendements adoptés en séance, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

Date de publication au <i>Journal officiel</i>	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés⁽⁸⁰⁾
20.12.2022	Loi n° 2022-1587 du 19 décembre 2022 visant à lutter contre la fraude au compte personnel de formation et à interdire le démarchage de ses titulaires	Proposition	13
22.12.2022	Loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi *	Projet	17
24.12.2022	Loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 *	Projet	165
31.12.2022	Loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 *	Projet	194
25.01.2023	Loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur *	Projet	181
25.01.2023	Loi n° 2023-23 du 24 janvier 2023 visant à permettre aux assemblées d'élus et aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, une personne investie d'un mandat électif public victime d'agression	Proposition	-
26.01.2023	Loi n° 2023-29 du 25 janvier 2023 visant à faire évoluer la formation de sage-femme	Proposition	8
02.02.2023	Loi n° 2023-47 du 1er février 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur le transport international routier de personnes	Projet	-
02.02.2023	Loi n° 2023-48 du 1er février 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	Projet	-
02.02.2023	Loi n° 2023-49 du 1er février 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la coopération sur les questions de sûreté maritime et portuaire s'agissant spécifiquement des navires à passagers dans la Manche	Projet	-
03.03.2023	Loi n° 2023-54 du 2 février 2023 visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée	Proposition	33
03.03.2023	Loi n° 2023-55 du 2 février 2023 sur le déroulement des élections sénatoriales	Proposition	-
09.02.2023	Loi n° 2023-76 du 8 février 2023 autorisant l'approbation de l'accord pour la mise en place d'un mécanisme d'échange et de partage de l'information maritime dans l'océan Indien occidental et de l'accord régional sur la coordination des opérations en mer dans l'océan Indien occidental	Projet	-
14.02.2023	Loi n° 2023-87 du 13 février 2023 visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles en fonction des vingt-cinq années d'assurance les plus avantageuses	Proposition	5

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁸⁰⁾
22.02.2023	Loi n° 2023-115 du 21 février 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Cour pénale internationale sur l'exécution des peines prononcées par la Cour	Projet	-
01.03.2023	Loi n° 2023-140 du 28 février 2023 créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales	Proposition	43
10.03.2023	Loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture	Projet	30
11.03.2023	Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables *	Projet	369
23.03.2023	Loi n° 2023-190 du 22 mars 2023 autorisant l'approbation de l'amendement de la convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure et de son règlement d'application, partie B, par des dispositions concernant le traitement de résidus gazeux de cargaison liquide (vapeurs), issu de la résolution CDNI-2017-I-4, adoptée le 22 juin 2017	Projet	-
28.03.2023	Loi n° 2023-203 du 27 mars 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense et au statut de leurs forces sur les territoires caribéens et sud-américain de la République française et du Royaume des Pays-Bas	Projet	-
31.03.2023	Loi n° 2023-221 du 30 mars 2023 tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs	Proposition	18
31.03.2023	Loi n° 2023-222 du 30 mars 2023 visant à ouvrir le tiers financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique	Proposition	10
14.04.2023	Loi n° 2023-265 du 13 avril 2023 visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré	Proposition	2
15.04.2023	Loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 *	Projet	48
25.04.2023	Loi n° 2023-305 du 24 avril 2023 portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier	Proposition	17
20.05.2023	Loi n° 2023-378 du 19 mai 2023 visant à améliorer l'encadrement des centres de santé	Proposition	-
20.05.2023	Loi n° 2023-379 du 19 mai 2023 portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé	Proposition	64
20.05.2023	Loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions *	Projet	50
03.06.2023	Loi n° 2023-425 du 2 juin 2023 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal	Projet	-

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés⁽⁸⁰⁾
03.06.2023	Loi n° 2023-426 du 2 juin 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la résilience climatique et de la viabilité des routes nationales 116, 20, 320 et 22 liées aux risques naturels entre Prades et la frontière franco-andorrane	Projet	-
03.06.2023	Loi n° 2023-427 du 2 juin 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à l'exercice des activités professionnelles des membres de la famille du personnel diplomatique, consulaire, technique et administratif des missions officielles	Projet	-
10.06.2023	Loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux	Proposition	53
22.06.2023	Loi n° 2023-479 du 21 juin 2023 visant à faciliter le passage et l'obtention de l'examen du permis de conduire	Proposition	9
23.06.2023	Loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes *	Projet	65
27.06.2023	Loi n° 2023-506 du 26 juin 2023 tendant à garantir la continuité de la représentation des communes au sein des conseils communautaires	Proposition	-
08.07.2023	Loi n° 2023-565 du 7 juillet 2023 autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale du 6 novembre 2014 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie	Projet	-
08.07.2023	Loi n° 2023-566 du 7 juillet 2023 visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne	Proposition	22
08.07.2023	Loi n° 2023-567 du 7 juillet 2023 visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche	Proposition	4
08.07.2023	Loi n° 2023-568 du 7 juillet 2023 maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs	Proposition	-
11.07.2023	Loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie	Proposition	99
14.07.2023	Loi n° 2023-594 du 13 juillet 2023 ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer	Projet	6
19.07.2023	Loi n° 2023-610 du 18 juillet 2023 visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces	Projet	61
20.07.2023	Loi n° 2023-622 du 19 juillet 2023 visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité	Proposition	12
20.07.2023	Loi n° 2023-623 du 19 juillet 2023 visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique	Proposition	31

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁸⁰⁾
21.07.2023	Loi n° 2023-629 du 20 juillet 2023 autorisant la ratification de la résolution A.1152 (32) relative aux amendements à la convention du 6 mars 1948 portant création de l'Organisation maritime internationale	Projet	-
21.07.2023	Loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux	Proposition	47
22.07.2023	Loi n° 2023-649 du 21 juillet 2023 visant à régulariser le plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes du Bas Chablais *	Proposition	-
23.07.2023	Loi n° 2023-650 du 22 juillet 2023 relative à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945	Projet	2
25.07.2023	Loi n° 2023-652 du 23 juillet 2023 autorisant l'approbation du premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et du protocole à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière relatif à l'évaluation stratégique environnementale	Projet	-
25.07.2023	Loi n° 2023-653 du 23 juillet 2023 autorisant la ratification du protocole du 30 avril 2010 à la convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses	Projet	-
25.07.2023	Loi n° 2023-654 du 23 juillet 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux personnes à charge des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre, signé à Paris le 7 septembre 2021, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka relatif à l'autorisation d'exercice d'une activité professionnelle salariée par les membres de la famille des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, signé à Paris le 23 février 2022	Projet	-
26.07.2023	Loi n° 2023-656 du 25 juillet 2023 relative à l'accélération de la reconstruction et de la réfection des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023	Projet	-
27.07.2023	Loi n° 2023-659 du 26 juillet 2023 visant à lutter contre le dumping social sur le transmanche et à renforcer la sécurité du transport maritime	Proposition	19
28.07.2023	Loi n° 2023-668 du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements contre l'occupation illicite *	Proposition	20
02.08.2023	Loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense *	Projet	198

Annexe IX

Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires)

Projets :

- Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (première lecture) ;
- Projet de loi organique relative à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (première lecture) ;
- Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer (lecture CMP) ;
- Projet de loi visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à l'industrie verte (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du Protocole du 30 avril 2010 à la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, signé à Paris le 7 septembre 2021, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka relatif à l'autorisation d'exercice d'une activité professionnelle salariée par les membres de la famille des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, signé à Paris le 23 février 2022 (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'accélération de la reconstruction et de la réfection des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023 (première lecture) ;
- Projet de loi pour le plein emploi (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, la Société financière internationale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements, et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif au déploiement d'agents de sûreté en vol (première lecture) ;
- Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (nouvelle lecture).

Propositions :

- Proposition de loi visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la protection des familles d'enfants touchés par une affection de longue durée (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires (lecture CMP) ;

- Proposition de loi visant à lutter contre le dumping social sur le transmanche (deuxième lecture).

Textes examinés en application de l'article 48 C.

Semaines du Gouvernement (art. 48, al. 2 et 3 C.) :

Projets :

- Projet de loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi (première lecture) ;
- Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (première lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2023 (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif à la restructuration de la plate-forme douanière de Saint-Louis - Bâle sur l'autoroute A35, en France entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse (première lecture) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 (première lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2022 (première lecture) ;
- Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (première lecture) ;
- Projet de loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la coopération sur les questions de sûreté maritime et portuaire s'agissant spécifiquement des navires à passagers dans la Manche (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'amendement à la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (première lecture) ;
- Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Cour pénale internationale sur l'exécution des peines prononcées par la Cour (première lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2023 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2023 (lecture définitive) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense et au statut de leurs forces sur les territoires caribéens et sud-américain de la République française et du Royaume des Pays-Bas (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du

- Sénégal et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord pour la mise en place d'un mécanisme d'échange et de partage de l'information maritime dans l'océan Indien occidental et de l'accord régional sur la coordination des opérations en mer dans l'océan Indien occidental (première lecture) ;
 - Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 (première lecture) ;
 - Projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (première lecture) ;
 - Projet de loi autorisant l'approbation du premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et du protocole à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière relatif à l'évaluation stratégique environnementale (première lecture) ;
 - Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement de la convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure et de son règlement d'application, partie B, par des dispositions concernant le traitement de résidus gazeux de cargaison liquide (vapeurs), issu de la résolution CDNI-2017-I-4, adoptée le 22 juin 2017 (première lecture) ;
 - Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 (lecture CMP) ;
 - Projet de loi relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions (première lecture) ;
 - Projet de loi relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions (lecture CMP) ;
 - Projet de loi autorisant la ratification de la résolution A.1152 (32) relative aux amendements à la convention du 6 mars 1948 portant création de l'Organisation maritime internationale (première lecture) ;
 - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la résilience climatique et de la viabilité des routes nationales 116, 20, 320 et 22 liées aux risques naturels entre Prades et la frontière franco-andorrane (première lecture) ;
 - Projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (lecture CMP) ;
 - Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense (première lecture) ;
 - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à l'exercice des activités professionnelles des membres de la famille du personnel diplomatique, consulaire, technique et administratif des missions officielles (première lecture) ;
 - Projet de loi visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (première lecture) ;
 - Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer (première lecture) ;
 - Projet de loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (première lecture) ;
 - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg au protocole d'accord du 20 mars 2018 relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers et à la convention du 23 octobre 2020 relative au financement d'aménagements visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables (première lecture) ;

- Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine du Nord portant application de l'accord du 18 septembre 2007 concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Skopje le 5 juillet 2021 (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale du 6 novembre 2014 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 (première lecture).

Propositions :

- Proposition de loi visant à actualiser le régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste (première lecture) ;
- Proposition de loi sur le déroulement des élections sénatoriales (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à limiter l'engrangement des espaces naturels et à protéger la propriété privée (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier et amplification des encarts publicitaires destinés à informer le public sur la transition écologique (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à sécuriser l'approvisionnement des Français en produits de grande consommation (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à ouvrir le tiers-financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique (lecture CMP) ;
- Proposition de loi portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier et amplification des encarts publicitaires destinés à informer le public sur la transition écologique (lecture CMP) ;
- Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux (lecture CMP) ;
- Proposition de loi maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs (première lecture) ;
- Proposition de loi maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer l'accompagnement des élus locaux dans la mise en œuvre de la lutte contre l'artificialisation des sols (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie (lecture CMP) ;
- Proposition de loi maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs (lecture définitive) ;

Semaines de l'Assemblée (art. 48, al. 3 C.) :

Projets :

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 (lecture définitive).

Propositions :

- Proposition de résolution en soutien au mouvement pour la liberté du peuple iranien ;

- Proposition de loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à exiger la fin de l'agression de l'Azerbaïdjan à l'encontre de l'Arménie et à établir une paix durable dans le Caucase du Sud ;
- Proposition de loi visant à améliorer l'encadrement des centres de santé (première lecture) ;
- Proposition de résolution affirmant le soutien de l'Assemblée nationale à l'Ukraine et condamnant la guerre menée par la Fédération de Russie ;
- Proposition de résolution appelant à un accord ambitieux lors de la quinzième conférence des parties à la convention sur la diversité biologique ;
- Proposition de loi créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à interdire la maltraitance sur les chiens et les chats par l'utilisation de colliers étrangleurs et électriques (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à faire évoluer la formation de sage-femme (deuxième lecture) ;
- Proposition de résolution invitant le Gouvernement à défendre un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins ;
- Proposition de résolution relative à la proposition de législation européenne sur la liberté des médias ;
- Proposition de loi visant à sécuriser l'approvisionnement des Français en produits de grande consommation (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à permettre aux assemblées d'élus et aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, une personne investie d'un mandat électif public victime d'agression (première lecture) ;
- Proposition de loi portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à ouvrir le tiers financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à la prévention de l'exposition excessive des enfants aux écrans (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à étendre le champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité aux cas de condamnation pour des violences aggravées ayant entraîné une incapacité temporaire de huit jours ou moins (première lecture) ;
- Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à faciliter le passage et l'obtention de l'examen du permis de conduire (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre le dumping social sur le transmanche (première lecture) ;
- Proposition de résolution portant sur la reconnaissance et la condamnation de la grande famine de 1932-1933, connue sous le nom d'Holodomor, comme génocide ;
- Proposition de loi visant à améliorer l'encadrement des centres de santé (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre les arnaques et les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à appeler la France et l'Union européenne à inscrire le groupe militaire privé Wagner sur la liste des organisations terroristes ;
- Proposition de loi visant à rendre obligatoire le pavage des drapeaux français et européen sur le fronton des mairies (première lecture) ;

- Proposition de loi portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé (lecture CMP) ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la structuration, le financement, l'organisation des groupuscules et la conduite des manifestations illicites violentes entre le 16 mars 2023 et le 4 avril 2023 ;
- Proposition de loi visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage » (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à lutter contre les sur-transpositions en matière agricole ;
- Proposition de loi visant à faciliter le passage et l'obtention de l'examen du permis de conduire (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (première lecture) ;
- Proposition de résolution relative à l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur ;
- Proposition de loi visant à régulariser le PLUi de la Communauté de communes du Bas-Chablais (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique (première lecture) ;
- Proposition de loi tendant à garantir la continuité de la représentation des communes au sein des conseils communautaires (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche (lecture CMP) ;
- Proposition de loi relative aux services express régionaux métropolitains (première lecture).

Semaines de contrôle (art. 48, al. 4 C.) :

Projets :

Par priorité à la demande du Gouvernement

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2022 (lecture CMP) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture (lecture CMP) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 (première lecture) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2022 (première lecture) ;
- Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2022 (première lecture).

Propositions :

- Proposition de résolution relative à la définition d'un cap au bénéfice des écoles nationales supérieures d'architecture ;
- Proposition de résolution relative au dérapage du coût pour l'État de la couverture santé des étrangers en situation irrégulière et des demandeurs d'asile provenant de pays d'origine sûrs et au nombre d'étrangers en situation irrégulière.

Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C.) :

- Proposition de loi visant à lutter contre les plastiques dangereux pour l'environnement et la santé (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée (première lecture) ;

- Proposition de loi visant à lutter contre les abus et les fraudes au compte personnel de formation (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à la charge fiscale de la pension alimentaire (première lecture) ;
- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à abolir la corrida : un petit pas pour l'animal, un grand pas pour l'humanité (première lecture) ;
- Proposition de loi portant réintégration du personnel des établissements de santé et de secours non-vacciné grâce à un protocole sanitaire renforcé (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles en fonction de leurs seules vingt-cinq meilleures années de revenus (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à assouplir les conditions d'expulsion des étrangers constituant une menace grave pour l'ordre public (première lecture) ;
- Proposition de loi portant création d'une juridiction spécialisée dans l'expulsion des étrangers délinquants (première lecture) ;
- Proposition de loi portant création d'une juridiction spécialisée aux violences intrafamiliales (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à favoriser et inciter les entreprises à augmenter les salaires nets de 10 % (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à supprimer les zones à faibles émissions mobilité (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à étendre le droit de visite des parlementaires et parlementaires européens élus en France aux établissements sociaux et médico sociaux (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à instituer dans les écoles et collèges publics le port d'une tenue uniforme aux couleurs de l'établissement scolaire (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à revivifier la représentation politique (première lecture) ;
- Proposition de loi modifiant le calcul de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et invitant le Gouvernement à une refonte de la fiscalité locale (première lecture) ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le coût de la vie dans les départements et régions d'Outre-mer ;
- Proposition de loi visant à assurer un repas à 1 euro pour tous les étudiants (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à la nationalisation du groupe Électricité de France (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et co-victimes de violences intrafamiliales (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer l'ordonnance de protection (première lecture) ;
- Proposition de loi constitutionnelle visant à créer un Défenseur de l'environnement (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à mieux lutter contre la récidive (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la protection des familles d'enfants touchés par une affection de longue durée (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à mieux manger en soutenant les Français face à l'inflation et en favorisant l'accès à une alimentation saine (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à interdire les vols en jets privés (première lecture) ;
- Proposition de résolution réaffirmant la nécessité d'une solution à deux États et condamnant l'institutionnalisation par l'État d'Israël d'un régime d'apartheid consécutif à sa politique coloniale ;

- Proposition de loi portant abrogation de l'obligation vaccinale contre la covid-19 dans les secteurs médicaux, paramédicaux et d'aide à la personne et visant à la réintégration des professionnels et étudiants suspendus (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à la nationalisation du groupe Électricité de France (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi organique visant à indexer la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation (première lecture) ;
- Proposition de loi abrogeant le recul de l'âge effectif de départ à la retraite et proposant la tenue d'une conférence de financement du système de retraite (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à élargir l'assiette de la taxe sur les transactions financières (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer le principe de la continuité territoriale en Outre-Mer (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à permettre une gestion différenciée des compétences « eau » et « assainissement » (première lecture).

Annexe X

Calendrier prévisionnel de la session ordinaire 2022-2023

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2022-2023

arrêté par la Conférence des présidents du 26 juillet 2022

2022				2023												JUIN			
OCTOBRE		NOVEMBRE		DECEMBRE		JANVIER			FEVRIER			MARS			AVRIL			MAI	
S 1		M 1	Féne	J 1	LR	D 1	Féne	M 1		M 1		S 1		L 1	Féne	J 1			
D 2		M 2		V 2		L 2		J 2		J 2	HOIR	D 2		M 2		V 2			
L 3		J 3		S 3		M 3		V 3		V 3		L 3		M 3		S 3			
M 4		V 4		D 4		M 4		S 4		S 4		M 4		J 4	GDR - NUPEs	D 4			
M 5		S 5		L 5		J 5		D 5		D 5		M 5		V 5		L 5			
J 6	Dém	D 6		M 6		V 6		L 6		L 6		J 6	Ecole - NUPEs	S 6		M 6			
V 7		L 7		M 7		S 7		M 7		M 7		V 7		D 7		M 7			
S 8		M 8		J 8		D 8		M 8		M 8		S 8		L 8	Féne	J 8			
D 9		M 9		V 9		L 9		J 9	SOC	J 9		D 9		M 9		V 9			
L 10		J 10		S 10		M 10		V 10		V 10		L 10	Féne	M 10		S 10			
M 11		V 11	Féne	D 11		M 11		S 11		S 11		M 11		J 11		D 11			
M 12		S 12		L 12		J 12	RN	D 12		D 12		M 12		V 12		L 12			
J 13		D 13		M 13		V 13		L 13		L 13		J 13		S 13		M 13			
V 14		L 14		M 14		S 14		M 14		M 14		V 14		D 14		M 14			
S 15		M 15		J 15		D 15		M 15		M 15		S 15		L 15		J 15			
D 16		M 16		V 16		L 16		J 16		J 16		D 16		M 16		V 16			
L 17		J 17		S 17		M 17		V 17		V 17		L 17		M 17		S 17			
M 18		V 18		D 18		M 18		S 18		S 18		M 18		J 18	Féne	D 18			
M 19		S 19		L 19		J 19		D 19		D 19		M 19		V 19		L 19			
J 20		D 20		M 20		V 20		L 20		L 20		J 20		S 20		M 20			
V 21		L 21		M 21		S 21		M 21		M 21		V 21		D 21		M 21			
S 22		M 22		J 22		D 22		M 22		M 22		S 22		L 22		J 22			
D 23		M 23		V 23		L 23		J 23		J 23		D 23		M 23		V 23			
L 24		J 24	LFI - NUPEs	S 24		M 24		V 24		V 24		L 24		M 24		S 24			
M 25		V 25		D 25	Féne	M 25		S 25		S 25		M 25		J 25		D 25			
M 26		S 26		L 26		J 26		D 26		D 26		M 26		V 26		L 26			
J 27		D 27		M 27		V 27		L 27		L 27		J 27		S 27		M 27			
V 28		L 28		M 28		S 28		M 28		M 28		V 28		D 28		M 28			
S 29		M 29		J 29		D 29		J 30		J 30		S 29		L 29	Féne	J 29			
D 30		M 30		V 30		L 30		M 31		V 31		D 30		M 30		V 30			
L 31				S 31										M 31					

Annexe XI

Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2022-2023

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
05.10.2022	Proposition	S	288	visant à actualiser le régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce	1 ^{ère} lecture	AN	13.10.2022
18.10.2022	Proposition	S	373	visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste	1 ^{ère} lecture	AN	14.11.2022
27.10.2022	Projet	S	999	autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale du 6 novembre 2014 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie	1 ^{ère} lecture	AN	29.06.2023
03.11.2022	Projet	S	762	relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes	lecture CMP	AN	16.05.2023
24.11.2022	Projet	S	619	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture	lecture CMP	AN	28.02.2023
02.12.2022	Proposition	S	597	sur le déroulement des élections sénatoriales	1 ^{ère} lecture	AN	25.01.2023
08.12.2022	Projet	AN	602	autorisant l'approbation du premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et du protocole à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière relatif à l'évaluation stratégique environnementale	1 ^{ère} lecture	S	13.07.2023
22.12.2022	Proposition	AN	574	visant à ouvrir le tiers financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique	lecture CMP	AN	22.03.2023

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
22.12.2022	Proposition	AN	575	visant à sécuriser l'approvisionnement des Français en produits de grande consommation	lecture CMP	AN	22.03.2023
23.12.2022	Projet	S	1277	autorisant la ratification du Protocole du 30 avril 2010 à la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses	1 ^{ère} lecture	AN	19.07.2023
23.12.2022	Projet	S	809	relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	lecture CMP	S	12.04.2023
11.01.2023	Proposition	AN	676	portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier	lecture CMP	S	13.04.2023
11.01.2023	Proposition	AN	576	visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage »	En instance	En instance	En instance
12.01.2023	Projet	AN	690	autorisant la ratification de la résolution A.1152 (32) relative aux amendements à la Convention du 6 mars 1948 portant création de l'Organisation maritime internationale	1 ^{ère} lecture	S	13.07.2023
17.01.2023	Proposition	AN	362	portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé	En instance	En instance	En instance
02.02.2023	Projet	S	-	pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration	En instance	En instance	En instance
16.02.2023	Projet	AN	867	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la résilience climatique et de la viabilité des routes nationales 116, 20, 320 et 22 liées aux risques naturels entre Prades et la frontière franco-andorrane	1 ^{ère} lecture	S	24.05.2023
23.02.2022	Projet	AN	898	autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine du Nord portant application de l'accord du 18 septembre 2007 concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Skopje le 5 juillet 2021	En instance	En instance	En instance

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
23.02.202	Projet	S	1276	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, signé à Paris le 7 septembre 2021, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka relatif à l'autorisation d'exercice d'une activité professionnelle salariée par les membres de la famille des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, signé à Paris le 23 février 2022	1 ^{ère} lecture	AN	19.07.2023
01.03.2023	Proposition	AN	739	visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne	lecture CMP	S	29.06.2023
01.03.2023	Proposition	AN	742	visant à renforcer la protection des familles d'enfants touchés par une affection de longue durée	lecture CMP	S	12.07.2023
01.03.2023	Proposition	AN	738	visant à soutenir les petites entreprises et les collectivités territoriales en cas de crise énergétique	En instance	En instance	En instance
05.03.2023	Proposition	AN	758	visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants	En instance	En instance	En instance
07.03.2023	Proposition	AN	759	visant à étendre le champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité aux cas de condamnation pour des violences aggravées ayant entraîné une incapacité temporaire de huit jours ou moins	1 ^{ère} lecture	AN	Rejet définitif 07.03.2023
07.03.2023	Proposition	AN	639	relative au régime juridique des actions de groupe	En instance	En instance	En instance
07.03.2023	Proposition	AN	747	visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche	lecture CMP	S	29.06.2023
09.03.2023	Proposition	S	958	visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires	lecture CMP	S	13.07.2023

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
23.03.2023	Projet	S	-	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama relatif à l'exercice d'activités professionnelles rémunérées par les membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	En instance	En instance	En instance
23.03.2023	Proposition	AN	790	visant à lutter contre les arnaques et les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux	lecture CMP	S	01.06.2023
01.04.2023	Proposition	S	1071	visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie	lecture CMP	S	29.06.2023
04.04.2023	Proposition	S	1072	visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique	lecture CMP	S	06.07.2023
05.04.2023	Projet	AN	1033	relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	lecture CMP	S	13.07.2023
12.04.2023	Proposition	AN	643	portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France	En instance	En instance	En instance
14.04.2023	Projet	S	1301	visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces	lecture CMP	AN	05.07.2023
20.04.2023	Projet	S	1269	relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945	lecture CMP	S	13.07.2023
20.04.2023	Projet	S	1226	ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer	lecture CMP	AN	05.07.2023

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
27.04.2023	Projet	S	-	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Danemark pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et la ratification de la convention entre la République française et la République hellénique pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales	En instance	En instance	En instance
04.05.2023	Projet	AN	1183	autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg au protocole d'accord du 20 mars 2018 relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers et à la convention du 23 octobre 2020 relative au financement d'aménagements visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables	En instance	En instance	En instance
04.05.2023	Projet	S	1346	d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027	En instance	En instance	En instance
04.05.2023	Projet	S	1345	organique relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire	En instance	En instance	En instance
10.05.2023	Proposition	AN	1175	visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels	En instance	En instance	En instance
11.05.2023	Projet	S	1514	visant à sécuriser et réguler l'espace numérique	En instance	En instance	En instance

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
11.05.2023	Projet	S	-	autorisant l'approbation de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, de l'accord sur le transport aérien entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et l'État du Qatar, d'autre part	En instance	En instance	En instance
11.05.2023	Projet	AN	1224	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif au déploiement d'agents de sûreté en vol	En instance	En instance	En instance
16.05.2023	Proposition	S	1362	visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans les outre-mer	En instance	En instance	En instance
17.05.2023	Projet	S	1443	relatif à l'industrie verte	En instance	En instance	En instance
23.05.2023	Projet	AN	1094	de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2021	1 ^{ère} lecture	S	Rejet définitif 03.07.2023
23.05.2023	Projet	AN	1095	de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2022	1 ^{ère} lecture	S	Rejet définitif 03.07.2023
25.05.2023	Proposition	AN	1262	maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs	lecture définitive	AN	29.06.2023
25.05.2023	Projet	AN	1268	d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2022	1 ^{ère} lecture	S	Rejet définitif 03.07.2023
25.05.2023	Projet	AN	1272	portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise	En instance	En instance	En instance
26.05.2023	Proposition	AN	1166	relative aux services express régionaux métropolitains	En instance	En instance	En instance
31.05.2023	Projet	AN	1284	autorisant la ratification du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République du Kazakhstan	En instance	En instance	En instance

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
02.06.2023	Proposition	S	1361	visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie	En instance	En instance	En instance
08.06.2023	Projet	S	1528	pour le plein emploi	En instance	En instance	En instance
10.06.2023	Proposition	S	1347	relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques	En instance	En instance	En instance
16.06.2023	Proposition	S	1398	relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic	En instance	En instance	En instance
22.06.2023	Projet	AN	1437	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière	En instance	En instance	En instance
06.07.2023	Projet	AN	1506	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association Internationale de développement, la Société financière internationale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements, et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements	En instance	En instance	En instance
14.07.2023	Projet	S	1533	relatif à l'accélération de la reconstruction et la réfection des bâtiments dégradés ou démolis au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023	1 ^{ère} lecture	AN	20.07.2023
24.08.2023	Projet	AN	1610	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice et la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice	En instance	En instance	En instance

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
28.09.2023	Projet	AN	1679	portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations commerciales dans la grande distribution	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
30.09.2023	Proposition	S	1713	renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

Annexe XII

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée

N° de dépôt	Type	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion
288	Proposition	S	Régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce	1 ^{ère}	13.10.2022
175	Projet	AN	Accord entre la France et la Suisse relatif à la restructuration de la plate-forme douanière de Saint-Louis - Bâle sur l'autoroute A35	1 ^{ère}	13.10.2022
5	Projet	S	Amendement à la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel	1 ^{ère}	17.11.2022
484	Proposition	S	Permettre aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, un édile victime d'agression	1 ^{ère}	18.01.2023
4364 (XVe) et 6	Projet	S	Accord entre la France et le Kosovo relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	1 ^{ère}	25.01.2023
766	Projet	S	Approbation de l'amendement de la convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure	1 ^{ère}	15.03.2023
867	Projet	AN	Accord entre la France et la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la résilience climatique et de la viabilité des routes nationales 116, 20, 320 et 22	1 ^{ère}	12.04.2023
872	Projet	S	Accord entre la France et la Principauté d'Andorre relatif à l'exercice des activités professionnelles des membres des familles du personnel diplomatique, consulaire, technique et administratif des missions officielles	1 ^{ère}	25.05.2023
793	Proposition	AN	Faciliter l'obtention du permis de conduire	2 ^{ème}	12.06.2023
898	Projet	AN	Accord entre la France et la Macédoine du Nord concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier	1 ^{ère}	29.06.2023

N° de dépôt	Type	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion
999	Projet	S	Accord entre la France et la Serbie relatif à la sécurité sociale	1 ^{ère}	29.06.2023
798	Proposition	AN	Lutte contre le dumping social sur le transmanche	2 ^{ème}	19.07.2023
1506	Projet	AN	Accord pour le règlement des différends relatifs aux investissements	1 ^{ère}	27.09.2023
1224	Projet	AN	Accord entre la France et le Canada relatif au déploiement d'agents de sûreté en vol	1 ^{ère}	27.09.2023

Annexe XIII

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure de législation en commission

Type	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion	Étendue
Proposition	AN	visant à améliorer l'encadrement des centres de santé	1 ^{ère}	30.11.2022	intégrale
Proposition	AN	visant à interdire la maltraitance sur les animaux de compagnie par l'utilisation de colliers étrangleurs et électriques	1 ^{ère}	16.01.2023	intégrale
Proposition	Sénat	sur le déroulement des élections sénatoriales	1 ^{ère}	25.01.2023	intégrale
Proposition	Sénat	visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée	2 ^{ème}	25.01.2023	intégrale
Proposition	AN	visant à renforcer l'ordonnance de protection	1 ^{ère}	09.02.2023	intégrale
Proposition	AN	visant à améliorer l'encadrement des centres de santé	2 ^{ème}	28.03.2023	intégrale
Projet	Sénat	ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer	1 ^{ère}	21.06.2023	intégrale

Annexe XIV

Texte ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé

Date Conférence des présidents	Niveau de lecture	Texte	Temps alloué aux groupes (hors Présidents)	Temps NI	Temps utilisé par les groupes (hors Présidents et temps supplémentaires)	Temps utilisé par les NI (hors temps supplémentaires)	Temps global de séance utilisé
28.11.2022	1 ^{ère}	Pj. S. Accélération de la production d'énergies renouvelables	30:00:00	00:40	24:25:00	0:40:00	62:50:00

Annexe XV

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Projet de loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi <i>Pj AN n° 219</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	09.11.2022	<i>Accord</i>	15.11.2022	17.11.2022	Adoption 17.11.2022
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 <i>Pj AN n° 274</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	15.11.2022	<i>Échec</i>	28.11.2022	29.11.2022	Adoption (art. 49, al. 3 C. en lecture définitive) 02.12.2022
Projet de loi de finances rectificative pour 2022 (2) <i>Pj AN n° 393</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	22.11.2022	<i>Accord</i>	23.11.2022	25.11.2022	Adoption 25.11.2022
Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur <i>Pj S n° 343</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	01.12.2022	<i>Accord</i>	07.12.2022	14.12.2022	Adoption 14.12.2022
Projet de loi de finances pour 2023 <i>Pj AN n° 273</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	06.12.2022	<i>Échec</i>	13.12.2022	15.12.2022	Adoption (art. 49, al. 3 C. en lecture définitive) 17.12.2022
Programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 <i>Pj AN n° 272</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	15.12.2022	<i>Échec</i>	29.09.2023	-	-
Projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables <i>Pj S n° 443</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	24.01.2023	<i>Accord</i>	31.01.2023	07.02.2023	Adoption 07.02.2023

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture <i>Pj S n° 619</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	09.02.2023	<i>Accord</i>	28.02.2023	16.02.2023	Adoption 28.02.2023
Proposition de loi visant à ouvrir le tiers financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique <i>Pn AN n° 574</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	09.03.2023	<i>Accord</i>	22.03.2023	21.03.2023	Adoption 22.03.2023
Proposition de loi tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs <i>Pn AN n° 575</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	15.03.2023	<i>Accord</i>	22.03.2023	21.03.2023	Adoption 22.03.2023
Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 <i>Pj AN n° 760</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	15.03.2023	<i>Accord</i>	20.03.2023	16.03.2023	Adoption (art. 49, al. 3 C. en lecture CMP) 20.03.2023
Proposition de loi portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier <i>Pn AN n° 676</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	30.03.2023	<i>Accord</i>	11.04.2023	13.04.2023	Adoption 13.04.2023
Projet de loi relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions <i>Pj AN n° 809</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	04.04.2023	<i>Accord</i>	11.04.2023	12.04.2023	Adoption 12.04.2023

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Proposition de loi portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé <i>Pn AN n° 362</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	06.04.2023	<i>Accord</i>	10.05.2023	09.05.2023	Adoption 10.05.2023
Projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes <i>Pj S n° 762</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	04.05.2023	<i>Accord</i>	16.05.2023	09.05.2023	Adoption 16.05.2023
Proposition de loi visant à lutter contre les arnaques et les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux <i>Pn AN n° 790</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	25.05.2023	<i>Accord</i>	31.05.2023	01.06.2023	Adoption 01.06.2023
Proposition de loi visant à favoriser l'accompagnement des couples confrontés à une interruption spontanée de grossesse <i>Pn AN n° 747</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	01.06.2023	<i>Accord</i>	15.06.2023	29.06.2023	Adoption 29.06.2023
Proposition de loi visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants <i>Pn AN n° 758</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	01.06.2023	<i>Échec</i>	-	-	-
Proposition de loi maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs <i>Pn AN n° 1262</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	12.06.2023	<i>Échec</i>	20.06.2023	22.06.2023	Adoption 28.06.2023

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie <i>Pn S n° 1071</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	19.06.2023	<i>Accord</i>	28.06.2023	29.06.2023	Adoption 29.06.2023
Proposition de loi visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne <i>Pn AN n° 739</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	20.06.2023	<i>Accord</i>	28/06/2023	29.06.2023	Adoption 29.06.2023
Proposition de loi visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique <i>Pn S n° 1072</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	28.06.2023	<i>Accord</i>	05.07.2023	06.07.2023	Adoption 06.07.2023
Projet de loi visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces <i>Pj S n° 1301</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	28.06.2023	<i>Accord</i>	05.07.2023	03.07.2023	Adoption 05.07.2023
Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer <i>Pj S n° 1226</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	28.06.2023	<i>Accord</i>	05.07.2023	03.07.2023	Adoption 05.07.2023
Proposition de loi visant à renforcer la protection des familles d'enfants touchés par une affection de longue durée <i>Pn AN n° 742</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	06.07.2023	<i>Accord</i>	12.07.2023	12.07.2023	Adoption 12.07.2023

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Projet de loi relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 <i>Pj S n° 1269</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	06.07.2023	<i>Accord</i>	13.07.2023	13.07.2023	Adoption 13.07.2023
Proposition de loi visant à faciliter la mise en oeuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires <i>Pn S n° 958</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	06.07.2023	<i>Accord</i>	12.07.2023	13.07.2023	Adoption 13.07.2023
Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense <i>Pj AN n° 1033</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	10.07.2023	<i>Accord</i>	12.07.2023	13.07.2023	Adoption 13.07.2023

Annexe XVI

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets

Aucun scrutin secret au cours de la session 2022-2023.

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
358	24.10.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mmes Cyrielle Chatelain et Mathilde Panot, MM. Boris Vallaud et André Chassaigne et 147 membres de l'Assemblée	239	//	//
359	24.10.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Marine Le Pen et 89 membres de l'Assemblée	90	//	//
360	24.10.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Boris Vallaud, Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 146 membres de l'Assemblée	150	//	//
485	31.10.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Marine Le Pen et 88 membres de l'Assemblée	90	//	//
486	31.10.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	218	//	//
494	04.11.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	188	//	//

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
632	25.11.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	85	//	//
634	28.11.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	93	//	//
664	02.12.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain et André Chassaigne et 144 membres de l'Assemblée	87	//	//
744	11.12.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	78	//	//
780	13.12.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	102	//	//
822	17.12.2022	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. André Chassaigne, Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain et 143 membres de l'Assemblée	101	//	//
1097	17.02.2023	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée	89	//	//
1240	20.03.2023	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Bertrand Pancher et 90 membres de l'Assemblée	278	//	//

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
1241	20.03.2023	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée	94	//	//
1800	12.06.2023	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Boris Vallaud, Mme Mathilde Panot, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 145 membres de l'Assemblée	239	//	//
2610	29.09.2023	motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Boris Vallaud, Mme Mathilde Panot, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 142 membres de l'Assemblée	193	//	//

3. Scrutins publics sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger (art. 35 C.)

Aucun scrutin public sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger n'est intervenu au cours de la session 2021-2022.

4. Scrutins publics solennels

(Scrutins publics décidés en Conférence des présidents en application de l'art. 65-1 R.)

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
236	11.10.2022	ensemble du projet de loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi (première lecture)	303	249	11
361	25.10.2022	ensemble du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (première lecture)	243	309	5
557	08.11.2022	ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2022 (première lecture)	181	137	42

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
623	22.11.2022	ensemble du projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (première lecture)	419	116	35
652	30.11.2022	proposition de résolution affirmant le soutien de l'Assemblée nationale à l'Ukraine et condamnant la guerre menée par la Fédération de Russie (art. 34-1 de la Constitution)	303	1	95
671	07.12.2022	ensemble du projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (texte de la commission paritaire)	365	102	28
823	10.01.2023	ensemble du projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (première lecture)	286	238	35
1243	21.03.2023	ensemble du projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (première lecture)	402	130	8
1305	28.03.2023	ensemble du projet de loi relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions (première lecture)	400	93	54
1361	04.04.2023	ensemble la proposition de loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite (deuxième lecture)	385	147	8
1533	16.05.2023	ensemble du projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (texte de la commission mixte paritaire)	399	100	39

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
1588	17.05.2023	ensemble de la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie (première lecture)	197	0	30
1762	31.05.2023	ensemble de la proposition de loi maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs (première lecture)	259	93	0
1778	07.06.2023	ensemble du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense (première lecture)	408	87	53
1948	21.06.2023	ensemble du projet de loi visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (première lecture)	300	0	88
2046	27.06.2023	ensemble de la proposition de loi visant à renforcer l'accompagnement des élus locaux dans la mise en œuvre de la lutte contre l'artificialisation des sols (première lecture)	437	4	94
2356	18.07.2023	ensemble du projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (première lecture)	388	111	45
2357	18.07.2023	ensemble du projet de loi organique relative à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (première lecture)	439	65	41
2444	20.07.2023	ensemble du projet de loi relatif à l'accélération de la reconstruction et de la réfection des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023 (première lecture)	260	87	59

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
2519	21.07.2023	ensemble du projet de loi relatif à l'industrie verte (première lecture)	217	75	18

Annexe XVII

Décisions du Conseil constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des assemblées parlementaires

(Application de l'art. 61, al. premier C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'art. 61, al. 2 C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi	Plus de 60 députés	2022-844 DC 15.12.2022	22.12.2022	Conforme
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2023	Plus de 60 députés Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs	2022-845 DC 20.12.2022	24.12.2022	Partiellement non-conforme
Loi de finances pour 2023	Plus de 60 députés Plus de 60 députés	2022-847 DC 29.12.2022	31.12.2022	Partiellement non-conforme
Loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	Plus de 60 députés Plus de 60 députés	2023-848 DC 09.03.2023	11.03.2023	Partiellement non-conforme
Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023	Première ministre Plus de 60 députés Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs	2023-849 DC 14.04.2023	15.04.2023	Partiellement non-conforme
Loi relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions	Plus de 60 députés	2023-850 DC 17.05.2023	20.05.2023	Partiellement non-conforme Réserves

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes	Plus de 60 députés	2023-851 DC 21.06.2023	23.06.2023	Partiellement non-conforme
Loi visant à régulariser le plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes du Bas-Chablais	Plus de 60 députés	2023-852 DC 20.07.2023	22.07.2023	Conforme
Loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite	Plus de 60 députés	2023-853 DC 26.07.2023	28.07.2023	Partiellement non-conforme Réserves
Loi relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	Plus de 60 députés	2023-854 DC 28.07.2023	02.08.2023	Partiellement non-conforme

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative
 (Application de l'art. 37, al. 2, C.)

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
<p>Nature juridique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des mots « de la justice, de la police nationale, de la gendarmerie nationale, ou des moyens nationaux de la sécurité civile » figurant au premier alinéa de l'article L. 1311-19 du code général des collectivités territoriales ; - des 1° à 7° du paragraphe I de l'article L. 2335-18 du code de la défense ; - du dernier alinéa de l'article L. 3211-1 du même code, du paragraphe II de son article L. 4126-8 et de la septième ligne du tableau du 3° du paragraphe I de son article L. 4139-16 ; - des trois derniers alinéas de l'article L. 4132-6 du même code ; - du mot « retraite » figurant à l'article L. 321-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et des mots « retraite du combattant » figurant à l'article L. 132-2 du code de l'action sociale et des familles, aux articles 81 et 195 du code général des impôts, aux articles L. 321-2 à L. 321-6, L. 611-4 et L. 612-17 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, ainsi qu'à l'article L. 136-1-2 du code de la sécurité sociale. 	Première ministre 16.02.2023	2023-301 L 16.03.2023	17.03.2023	Caractère législatif et caractère réglementaire
<p>Nature juridique des mots « de coordination des contrôles » et « l'organisation et » figurant au premier alinéa de l'article 60 de la loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 de finances rectificative pour 2002, du deuxième alinéa du même article et des mots « interministérielle de coordination des contrôles » figurant à son dernier alinéa.</p>	Première ministre 20.06.2023	2023-302 L 20.07.2023	21.07.2023	caractère réglementaire

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
<p>Nature juridique des dispositions suivantes du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mots : « de plus de vingt » figurant aux 1^o et 2^o de l'article L. 224-8, les taux de « 50 % » et « 37,4 % » figurant respectivement aux a et b du 1^o du même article, les taux de « 30 % » et « 37,4 % » figurant respectivement aux a et b de son 2^o et les taux de « 40 % » et « 37,4 % » figurant respectivement aux a et b du 3^o de ce même article ; - les mots : « de plus de vingt » figurant aux 1^o et 2^o de l'article L. 224-8-1, le taux de « 50 % » figurant au 1^o du même article et les a et b de ses 2^o et 3^o ; - les mots : « de plus de vingt » figurant au premier alinéa de l'article L. 224-8-2, les 1^o et 2^o du même article ainsi que les mots « la moitié au moins de » figurant à son dernier alinéa ; - les mots : « de plus de cent » figurant aux premier et sixième alinéas de l'article L. 224-10 ainsi que les 1^o à 4^o du même article. 	<p>Première ministre 05.07.2023</p>	<p>2023-303 L 28.07.2023</p>	<p>03.08.2023</p>	<p>Non lieu à statuer et caractère réglementaire</p>

Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact
(Application de l'art. 39 C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	Première ministre 12.04.2023	2023-13 FNR 20.04.2023	21.04.2023	Conforme aux conditions fixées par la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution

Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir
(Application de l'art. 41 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités
(Application de l'art. 54 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions relatives à la régularité de l'élection des députés
(Application de l'art. 59 C.)

L'ensemble des décisions relatives à la régularité de l'élection des députés est disponible à l'adresse suivante : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decisions/an>

Constatation de déchéance de plein droit
(Application de l'article LO 136 du code électoral)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer
(Application des art. 74 et 74-1 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Référendum d'initiative partagée

(Application de l'art. 11 C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Proposition de loi portant création d'une contribution additionnelle sur les bénéfices exceptionnels des grandes entreprises	Pdte AN 26.09.2022	2023-4 RIP 14.04.2023	15.04.2023	La proposition de loi soumise ne satisfait pas aux conditions fixées par l'article 11 de la Constitution et par l'article 45-2 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel
Proposition de loi visant à affirmer que l'âge légal de départ à la retraite ne peut être fixé au-delà de 62 ans	Pdte AN 20.03.2023	2023-5 RIP 03.05.2023	04.05.2023	La proposition de loi soumise au Conseil constitutionnel ne satisfait pas aux conditions fixées par l'article 11 de la Constitution et par l'article 45-2 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel

Annexe XVIII

Déclarations et débats

Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministres	Type de débat	Suivi d'un vote
03.10.2022	Déclaration du Gouvernement relative à la guerre en Ukraine et aux conséquences pour la France	Mme Élisabeth Borne, Première ministre Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères M. Sébastien Lecornu, ministre des armées M. Roland Lescure, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie	art. 50-1 C	non
10.10.2022	Débat sur la trajectoire, les conditions de financement et la soutenabilité de la dette publique	M. Gabriel Attal, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics	Art. 48 LOLF	Non
14.10.2023	Débat sur la situation des finances publiques locales	M. Gabriel Attal, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics Mme Caroline Cayeux, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée des collectivités territoriales	Art. 52 LOLF	Non
16.11.2022	Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France	Mme Élisabeth Borne, Première ministre Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition énergétique	art. 50-1 C	non

Date	Objet	Ministres	Type de débat	Suivi d'un vote
06.12.2022	Déclaration du Gouvernement relative à la politique de l'immigration	Mme Élisabeth Borne, Première ministre M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice M. Olivier Dussopt, ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion	art. 50-1 C	non
10.05.2023	Débat d'orientation et de programmation des finances publiques 2024	M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique M. Gabriel Attal, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics	Art. 48 LOLF	Non

Organisés par la Conférence des présidents

Date	Objet	Ministre
14.03.2023	Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	-
07.06.2023	Débat consacré à la restitution des travaux des commissions des finances et des affaires sociales sur le « printemps de l'évaluation »	M. Roland Lescure, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie Mme Agnès Firmin Le Bodo, ministre déléguée auprès du ministre de la santé et de la prévention, chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé

Tenus à la demande des commissions permanentes

Aucun débat tenu à la demande des commissions permanentes sur la période couverte par le présent recueil.

Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre
09.01.2023	GDR-NUPES	Débat sur la réforme de la voie professionnelle	Mme Carole Grandjean, ministre déléguée auprès du ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion et du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, chargée de l'enseignement et de la formation professionnels
10.01.2023	RN	Débat sur l'état de l'école de la République	M. Pap Ndiaye, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse
11.01.2023	LR	Débat sur les aides publiques aux entreprises	M. Roland Lescure, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie
11.01.2023	SOC	Débat sur l'application de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ces effets	M. Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires
27.02.2023	Ecolo-NUPES	Débat sur la réforme des retraites et la pénibilité	M. Olivier Dussopt, ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion
27.02.2023	GDR-NUPES	Débat sur les retraites et la protection sociale dans la fonction publique	M. Stanislas Guerini, ministre de la transformation et de la fonction publiques
27.02.2023	LIOT	Débat sur le thème "Hyper-concentration des dépenses du ministère de la culture en Ile-de-France : une fatalité ?"	Mme Rima Abdul Malak, ministre de la culture
28.02.2023	Dem	Débat sur les conséquences de la baisse démographique en France et les politiques à mettre en œuvre pour y remédier	M. Jean-Christophe Combe, ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées
28.02.2023	RN	Débat sur la lutte contre la fraude sous toutes ses formes	M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de la transition numérique et des télécommunications

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre
01.03.2023	LFI-NUPES	Débat sur le thème "Femmes et retraite"	Mme Carole Grandjean, ministre déléguée auprès du ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion et du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, chargée de l'enseignement et de la formation professionnels
01.03.2023	SOC	Débat sur le thème "Politique du médicament et pénuries"	M. François Braun, ministre de la santé et de la prévention
03.04.2023	Ecolo-NUPES	Débat sur la lutte contre le terrorisme d'extrême-droite	M. Jean-François Carenco, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer
03.04.2023	GDR-NUPES	Débat sur le thème : « l'école inclusive, une réalité ? »	M. Pap Ndiaye, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse
03.04.2023	LIOT	Débat sur le thème : « pour une politique ambitieuse du grand âge »	M. Jean-Christophe Combe, ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées
04.04.2023	RN	Débat sur l'impact de l'écologie punitive sur l'inflation et le pouvoir d'achat	M. Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires
05.04.2023	LFI-NUPES	Débat sur la revalorisation du salaire des enseignants	M. Pap Ndiaye, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse
05.04.2023	RE	Débat sur le bilan de la loi confortant le respect des principes de la République	Mme Sonia Backès, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée de la citoyenneté
05.04.2023	SOC	Débat sur le thème : « Contrer le recul de la culture scientifique à l'école, au sein de l'État et dans nos politiques publiques »	Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
02.05.2023	Dem	Débat sur le rapport d'information n° 864 du 15 février 2023 sur le bilan de la loi de programmation militaire 2019-2025	M. Sébastien Lecornu, ministre des armées
02.05.2023	RN	Débat sur le localisme au service de la réindustrialisation et de l'environnement	M. Roland Lescure, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre
03.05.2023	LFI-NUPES	Débat sur le thème : « la répression du mouvement social contre la réforme des retraites »	M. Jean-François Carenco, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer
03.05.2023	SOC	Débat sur le thème : « superprofits réalisés par les concessionnaires d'autoroutes : état des lieux et perspectives »	M. Clément Beaune, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé des transports
05.05.2023	Ecolo-NUPES	Débat sur le thème : « La crise de l'hôpital public »	Mme Agnès Firmin Le Bodo, ministre déléguée auprès du ministre de la santé et de la prévention, chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé
05.05.2023	GDR-NUPES	Débat sur le thème : « Quelles réponses à l'envolée des prix des produits de grande consommation ? »	Mme Olivia Grégoire, ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et du tourisme

Annexe XIX

Engagements de responsabilité et motions de censure (art. 49 C.)

1. Engagements de responsabilité

(Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution)

Date	Texte	Suite de la procédure
19.10.2022	Projet de loi de finances pour 2023 (n° 273) Première partie (première lecture)	Motion de censure déposée par Mmes Cyrielle Chatelain et Mathilde Panot, MM. Boris Vallaud et André Chassaigne et 147 membres de l'Assemblée, le 19 octobre 2022. Motion de censure déposée par Mme Marine Le Pen et 89 membres de l'Assemblée, le 20 octobre 2022.
20.10.2022	Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 (n° 274) Troisième partie (première lecture)	Motion de censure déposée par M. Boris Vallaud, Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 146 membres de l'Assemblée, le 20 octobre 2022.
26.10.2022	Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 (n° 274) Quatrième partie et ensemble (première lecture)	Motion de censure déposée par Mme Marine Le Pen et 88 membres de l'Assemblée, le 27 octobre 2022. Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée, le 27 octobre 2022.
02.11.2022	Projet de loi de finances pour 2023 (n° 273) Seconde partie et ensemble (première lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée, le 2 novembre 2022.
21.11.2022	Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 (n° 274) Troisième partie (nouvelle lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée, le 22 novembre 2022.
25.11.2022	Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 (n° 274) Quatrième partie et ensemble (nouvelle lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée, le 25 novembre 2022.
29.11.2022	Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 (n° 274) Ensemble (lecture définitive)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 144 membres de l'Assemblée, le 30 novembre 2022.
08.12.2022	Projet de loi de finances pour 2023 (n° 273) Première partie (nouvelle lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée, le 9 décembre 2022.

Date	Texte	Suite de la procédure
11.12.2022	Projet de loi de finances pour 2023 (n° 273) Seconde partie et ensemble (nouvelle lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée, le 11 décembre 2022.
15.12.2022	Projet de loi de finances pour 2023 (n° 273) Ensemble (lecture définitive)	Motion de censure déposée par M. André Chassaigne, Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain et 143 membres de l'Assemblée, le 15 décembre 2022.
16.03.2023	Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 (n° 760) (conclusions de la CMP)	Motion de censure déposée par M. Bertrand Pancher et 90 membres de l'Assemblée le 17 mars 2023. Motion de censure déposée par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée le 17 mars 2023.
27.09.2023	Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (n° 272) (nouvelle lecture)	Motion de censure déposée par M. Boris Vallaud, Mme Mathilde Panot, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne, et 142 membres de l'Assemblée, le 28 septembre 2023.

2. Motions de censure

(Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution)

Auteurs	Dépôt	Discussion	Scrutin public	
			Majorité requise	Pour
Mme Marine le Pen et 87 membres de l'Assemblée	15.02.2023	17.02.2023	287	89
M. Boris Vallaud, Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 145 membres l'Assemblée	09.06.2023	12.06.2023	289	239

(Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution)

Auteurs	Dépôt	Discussion	Scrutin public	
			Majorité requise	Pour
Mmes Cyrielle Chatelain et Mathilde Panot, MM. Boris Vallaud et André Chassaigne et 147 membres de l'Assemblée	19.10.2022	24.10.2022	289	239
Mme Marine Le Pen et 89 membres de l'Assemblée	20.10.2022	24.10.2022	289	90
M. Boris Vallaud, Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 146 membres de l'Assemblée	20.10.2022	24.10.2022	289	150
Mme Marine Le Pen et 88 membres de l'Assemblée	27.10.2022	31.10.2022	289	90
Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	27.10.2022	31.10.2022	289	218
Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	02.11.2022	04.11.2022	289	188

Auteurs	Dépôt	Discussion	Scrutin public	
			Majorité requise	Pour
Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	22.11.2022	25.11.2022	289	85
Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	25.11.2022	28.11.2022	289	93
Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 144 membres de l'Assemblée	30.11.2022	02.12.2022	289	87
Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	09.12.2022	11.12.2022	288	78
Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	11.12.2022	13.12.2022	288	102
M. André Chassaigne, Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain et 143 membres de l'Assemblée	15.12.2022	17.12.2022	288	101
M. Bertrand Pancher et 90 membres de l'Assemblée	17.03.2023	20.03.2023	287	278
Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée	17.03.2023	20.03.2023	287	94
M. Boris Vallaud, Mme Mathilde Panot, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne, et 142 membres de l'Assemblée	28.09.2023	29.09.2023	289	193

Annexe XX

Questions sur une thématique ministérielle

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre interrogé
09.01.2023	Ecolo-NUPES	Questions sur le thème : "Comment massifier la rénovation thermique ?"	M. Olivier Klein, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé de la ville et du logement
09.01.2023	LIOT	Questions sur la vie chère dans les outre-mer	M. Jean-François Carenco, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer chargé des outre-mer
10.01.2023	HOR	Questions sur la mise en œuvre des mesures de soutien face à l'augmentation des coûts de l'énergie	M. Roland Lescure, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie
11.01.2023	LR	Questions sur les oubliés du bouclier énergétique	M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de la transition numérique et des télécommunications
01.03.2023	LR	Questions sur le thème « les échecs de la politique migratoire »	Mme Sonia Backès, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée de la citoyenneté
04.04.2023	LR	Questions sur les errements de Parcoursup et les difficultés de l'enseignement supérieur	Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
03.05.2023	LR	Questions sur le thème : « quelle attractivité et quelle compétitivité pour la recherche française ? »	Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
05.05.2023	LIOT	Questions sur le thème : « Quelle politique du logement ? Habiter et se loger dignement dans les territoires. »	M. Olivier Klein, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé de la ville et du logement

Annexe XXI

Répartition des réponses aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministères	QG	QOSD
Première ministre : Élisabeth BORNE	83	1
Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique : Bruno LE MAIRE	54	13
Intérieur et outre-mer : Gérald DARMANIN	86	36
Europe et affaires étrangères : Catherine COLONNA	34	2
Justice : Éric DUPOND-MORETTI	42	13
Armées : Sébastien LECORNU	3	1
Travail, plein emploi et insertion : Olivier DUSSOPT	105	11
Éducation nationale et jeunesse : Pap NDIAYE ⁽⁸¹⁾ puis Gabriel ATTAL ⁽⁸²⁾	47	27
Enseignement supérieur et recherche : Sylvie RETAILLEAU	9	7
Agriculture et souveraineté alimentaire : Marc FESNEAU	19	23
Transition écologique et cohésion des territoires : Christophe BÉCHU	71	45
Transition énergétique : Agnès PANNIER-RUNACHER	31	13
Culture : Rima ABDUL-MALAK	8	9
Santé et prévention : François BRAUN ⁽⁸¹⁾ puis Aurélien ROUSSEAU ⁽⁸²⁾	52	59
Solidarités, autonomie et personnes handicapées : Jean-Christophe COMBE ⁽⁸¹⁾	23	14
Solidarités et familles : Aurore BERGÉ ⁽⁸²⁾	2	-
Transformation et fonction publiques : Stanislas GUERINI	11	3
Sports, jeux Olympiques et Paralympiques : Amélie OUDÉA-CASTÉRA	6	1
Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement : Olivier VÉRAN	51	-
Relations avec le Parlement : Franck RIESTER	0	-
Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances : Isabelle ROME ⁽⁸¹⁾	8	-
Égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations : Bérangère COUILLARD ⁽⁸²⁾	-	-
Comptes publics : Gabriel ATTAL ⁽⁸¹⁾ puis Thomas CAZENAVE ⁽⁸²⁾	21	7
Industrie : Roland LESCURE	26	5
Transition numérique et télécommunications puis Numérique: Jean-Noël BARROT	10	4
Petites et moyennes entreprises, commerce, artisanat et tourisme : Olivia GRÉGOIRE	28	1
Outre-mer : Jean-François CARENCO ⁽⁸¹⁾ puis Philippe VIGIER ⁽⁸²⁾	13	5
Commerce extérieur, attractivité et Français de l'étranger : Olivier BECHT	8	1
Enseignement et formation professionnels : Carole GRANDJEAN	12	-
Transports : Clément BEAUNE	29	44
Ville et logement : Olivier KLEIN ⁽⁸³⁾	29	21
Logement : Patrice VERGRIETE ⁽⁸⁴⁾	-	-

⁸¹ Fin des fonctions ministérielles le 20 juillet 2023. Décret publié au Journal officiel le 21 juillet 2023.

⁸² Nomination le 21 juillet 2023. Décret publié au Journal officiel le 21 juillet 2023.

⁸³ Fin des fonctions ministérielles le 20 juillet 2023. Décret publié au Journal officiel le 21 juillet 2023.

⁸⁴ Nomination le 21 juillet 2023. Décret publié au Journal officiel le 21 juillet 2023.

Ministères	QG	QOSD
Ville : Sabrina AGRESTI-ROUBACHE ⁽⁸⁴⁾	-	-
Organisation territoriale et professions de santé : Agnès FIRMIN LE BODO	22	2
Personnes handicapées : Geneviève DARRIEUSSECQ ⁽⁸³⁾ puis Fadila KHATTABI ⁽⁸⁴⁾	12	9
Enfance : Charlotte CAUBEL	8	-
Mer : Hervé BERVILLE	6	5
Économie sociale et solidaire et vie associative : Marlène SCHIAPPA ⁽⁸³⁾	2	1
Citoyenneté : Sonia BACKÈS	14	1
Europe : Laurence BOONE	7	-
Développement, francophonie et partenariats internationaux : Chrysoula ZACHAROPOULOU	3	-
Jeunesse et service national universel : Sarah EL HAÏRY ⁽⁸³⁾ puis Prisca THEVENOT ⁽⁸⁴⁾	9	1
Anciens combattants et mémoire : Patricia MIRALLÈS	4	2
Écologie : Bérangère COUILLARD ⁽⁸³⁾	13	1
Biodiversité : Sarah EL HAÏRY ⁽⁸⁴⁾	-	-
Ruralité puis Collectivités et ruralité ⁽⁸⁵⁾ : Dominique FAURE	7	7
Collectivités territoriales : Caroline CAYEUX ⁽⁸⁶⁾	7	-
Total	1 035	395

⁸⁵ Nomination le 29 novembre 2022. Décret publié au Journal officiel le 29 novembre 2022.

⁸⁶ Fin des fonctions ministérielles le 28 novembre 2022. Décret publié au Journal officiel le 29 novembre 2022.

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Ministères	Nombre de réponses
Première ministre : Élisabeth BORNE	21
Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique : Bruno LE MAIRE	516
Intérieur et outre-mer : Gérald DARMANIN	503
Europe et affaires étrangères : Catherine COLONNA	197
Justice : Éric DUPOND-MORETTI	228
Armées : Sébastien LECORNU	102
Travail, plein emploi et insertion : Olivier DUSSOPT	270
Éducation nationale et jeunesse : Pap NDIAYE ⁽⁸⁷⁾ puis Gabriel ATTAL ⁽⁸⁸⁾	483
Enseignement supérieur et recherche : Sylvie RETAILLEAU	128
Agriculture et souveraineté alimentaire : Marc FESNEAU	502
Transition écologique et cohésion des territoires : Christophe BÉCHU	169
Transition énergétique : Agnès PANNIER-RUNACHER	271
Culture : Rima ABDUL-MALAK	122
Santé et prévention : François BRAUN ⁽⁸⁷⁾ puis Aurélien ROUSSEAU ⁽⁸⁸⁾	1 059
Solidarités, autonomie et personnes handicapées : Jean-Christophe COMBE ⁽⁸⁷⁾	273
Transformation et fonction publiques : Stanislas GUERINI	76
Sports, jeux Olympiques et Paralympiques : Amélie OUDÉA-CASTÉRA	110
Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement : Olivier VÉRAN	1
Relations avec le Parlement : Franck RIESTER	8
Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances : Isabelle ROME ⁽⁸⁷⁾	33
Comptes publics : Gabriel ATTAL ⁽⁸⁷⁾ puis Thomas CAZENAVE ⁽⁸⁸⁾	168
Industrie : Roland LESCURE	27
Transition numérique et télécommunications puis Numérique : Jean-Noël BARROT	34
Petites et moyennes entreprises, commerce, artisanat et tourisme : Olivia GRÉGOIRE	101
Collectivités territoriales : Caroline CAYEUX ⁽⁸⁹⁾	8
Outre-mer : Jean-François CARENCO ⁽⁸⁷⁾	24
Commerce extérieur, attractivité et Français de l'étranger : Olivier BECHT	27
Enseignement et formation professionnels : Carole GRANDJEAN	21
Transports : Clément BEAUNE	268
Ville et logement : Olivier KLEIN ⁽⁸⁷⁾	207
Organisation territoriale et professions de santé : Agnès FIRMIN LE BODO	61
Personnes handicapées : Geneviève DARRIEUSSECQ ⁽⁸⁷⁾ puis Fadila KHATTABI ⁽⁸⁸⁾	134
Enfance : Charlotte CAUBEL	28
Mer : Hervé BERVILLE	32
Économie sociale et solidaire et vie associative : Marlène SCHIAPPA ⁽⁸⁷⁾	5
Citoyenneté : Sonia BACKÈS	5
Europe : Laurence BOONE	13
Développement, francophonie et partenariats internationaux : Chrysoula ZACHAROPOULOU	3

⁸⁷ Fin des fonctions ministérielles le 20 juillet 2023. Décret publié au Journal officiel le 21 juillet 2023.

⁸⁸ Nomination le 21 juillet 2023. Décret publié au Journal officiel le 21 juillet 2023.

⁸⁹ Fin des fonctions ministérielles le 28 novembre 2022. Décret publié au Journal officiel le 29 novembre 2022.

Ministères	Nombre de réponses
Jeunesse et service national universel : Sarah EL HAÏRY ⁽⁹⁰⁾ puis Prisca THEVENOT ⁽⁹¹⁾	10
Anciens combattants et mémoire : Patricia MIRALLÈS	70
Écologie : Bérangère COUILLARD	171
Biodiversité : Sarah EL HAÏRY ⁽⁹¹⁾	49
Ruralité puis Collectivités et ruralité : Dominique FAURE	145
Total	6 883

⁹⁰ Fin des fonctions ministérielles le 20 juillet 2023. Décret publié au Journal officiel le 21 juillet 2023.

⁹¹ Nomination le 21 juillet 2023. Décret publié au Journal officiel le 21 juillet 2023.